



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 19 OCTOBRE 1918.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 19TH OCTOBER, 1918.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, le 3 oct. 1918.

MM. Joseph-Georges Lafontaine, gérant, et Joseph-Hector Lelièvre, bourgeois, Montréal, juges de paix pour le district de Montréal. 3853

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments :

Quebec, 3rd October, 1918.

Messrs. Joseph-Georges Lafontaine, manager, and Joseph-Hector Lelièvre, bourgeois, Montreal, justices of the peace for the district of Montreal. 3854

Lettres patentes

"Frank Robert, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de septembre, 1918, constituant en corporation Dame Veuve Marie-Louise Robert, rentière; Chevalier Francœur, employé civil; Christophe-Adolphe Lavimodière, notaire; Félix Lavi-

Lettres patent

"Frank Robert, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of September, 1918, incorporating Dame Widow Marie-Louise Robert, annuitant; Chevalier Francœur, civil employee; Christophe-Adolphe Lavimodière, notary; Félix Lavimodière, agent,

modière, agent, Montréal, et Alfred Cinq-Mars, avocat, Outremont, dans les buts suivants :

Faire le commerce en gros et en détail de provisions en général, d'épiceries, de viande, de fruits, de marchandises sèches, de ferronneries, de magasin général, d'instruments de musique de tout genre et de tous les objets se rapportant à ces commerces ;

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre tous les objets compris dans les dits commerces ;

Acquérir par achat, par bail ou autrement de toute personne, soc été ou compagnie, comme une affaire en opération ou autrement, tout fonds de commerce de personne ou compagnie exerçant les commerces ci-dessus mentionnés, sous le nom de "Frank Robert, limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de septembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
3795—41-2 C.-J. SIMARD.

"Courchesne, Larose, limitée".

Av's est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du troisième jour d'octobre 1918, constituant en corporation M.M. Deus Courchesne, marchand; Donat Millette, expéditeur; Arthème Dutilly, étudiant en médecine; Jacques-Nile L'Espérance, menuisier; tous de Montréal, et Victor Larose, commerçant, Saint-Guillaume-d'Upton, dans les buts suivants:

Faire l'importation et le commerce en gros et en détail de bois, charbon, foin et grains ;

Faire l'importation et le commerce en gros et en détail de fruits, de légumes et de tous autres produits alimentaires ;

Agir comme agents à commission, courtiers et encanteurs pour l'achat et la vente de bois, charbon, foin, grains, fruits, légumes et tous autres produits alimentaires ;

Prendre charge d'aucun autre commerce semblable en tout ou en partie, et le payer en actions libérées du capital de la corporation ;

Etre agents ou représentants d'aucune corporation, société ou personne exerçant aucun commerce semblable, en tout ou en partie ;

Conclure aucune convention ou aucun arrangement pour le partage des profits, réunion des intérêts, la concession réciproque ou la coopération avec aucune personne, compagnie ou association constituée ou à être constituée, exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, ou aucun genre d'affaires nécessaire ou se rattachant à la réalisation des objets de la présente ;

Poursuivre la réalisation des objets ci-haut comme principaux ou en qualité d'agents, en société ou conjointement avec aucune autre personne, société, association ou compagnie ;

Etablir et opérer des entrepôts frigorifiques ;

Exercer ou entreprendre aucun autre commerce ou industrie que la corporation jugera de temps à autre susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec les susdits objets et pouvoirs et propre à accroître directement ou indirectement la valeur des privilèges, droits ou biens de la compagnie ou à les rendre profitables ;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune

Montreal, and Alfred Cinq-Mars, advocate, of Outremont, for the following purposes :

To deal wholesale and retail in general provisions, groceries, meat, fruits, dry goods, hardware, general merchandise, musical instruments of all kinds and in all goods incidental to the above businesses ;

To manufacture, import, export, buy and sell all goods included in the aforesaid businesses ;

To acquire by purchase, lease or otherwise from any person, firm or company, as a going concern or otherwise, any stock in trade of any person or company carrying on any of the above mentioned businesses, under the name of "Frank Robert, Limitée" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of the business will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of September, 1918.

C.-J. SIMARD,
3796—41-2 Assistant Provincial Secretary.

"Courchesne, Larose, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant-governor of the province of Quebec, bearing date the third day of October, 1918, incorporating M.M. Deus Courchesne, merchant; Donat Millette, forwarder; Arthème Dutilly, medical student; Jacques Nile L'Espérance, joiner, all of Montreal, and Victor Larose, trader, Saint Guillaume d'Upton, for the following purposes :

To import and deal wholesale and retail in wood, coal, hay and grain ;

To import and deal wholesale and retail in fruit, vegetables and any other food products ;

To act as commission agents, brokers and auctioneers for the purchase and sale of wood, coal, hay, grain, fruit, vegetables and any other food products ;

To take over any other similar business in whole or in part and pay for same with paid up shares of the capital of the corporation ;

To be the agents or representatives of any corporation, firm or person carrying on any similar business, in whole or in part ;

To enter into any agreement or arrangement for the sharing of profits, union of interests, reciprocal concession or cooperation with any person, company or association constituted or to be constituted, carrying on or about to carry on any business that the present corporation is authorized to carry on, or any kind of business necessary or connected with the realization of the objects hereof ;

To pursue the realization of the hereabove mentioned objects as principals or agents, in partnership or jointly with any other person, firm, association or company ;

To establish and operate cold storage warehouses ;

To exercise or undertake any other business or industry that the corporation may deem from time to time susceptible of being suitably carried on in connection with the aforesaid objects and powers and appropriate to increase directly or indirectly the value of the privileges, rights or property of the company or of rendering them profitable ;

To generally purchase, take on lease or exchange, hire or otherwise acquire any moveable or

propriété mobilière ou immobilière ainsi que tous droits et privilèges que la compagnie estimera nécessaire à son industrie et spécialement des biens fonds, bâties, obligations, machines, outils et fonds de commerce ;

Acquérir et détenir des parts dans aucune autre corporation dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, en tout ou en partie ;

Avec le consentement des actionnaires, rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus dans le placement, l'assistance au placement ou la garantie du placement d'aucun nombre d'actions ou autres valeurs de la compagnie, dans la formation ou l'organisation de la compagnie, ou dans l'administration de ses affaires ;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets, lettres de crédits, lettres de change, traites, chèques, débiteures et autres instruments négociables et transportables ;

Faire toutes choses, exercer tous les pouvoirs et aucun commerce tendant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Courchesne, Larose, limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'octobre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
3799—41-2 C.-J. SIMARD.

"La Compagnie Industrielle de Saint-François, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2 octobre 1918, constituant en corporation M.M. Joseph Prévost, manufacturier ; Philippe Béchard, industriel ; Alfred Doyer, registrateur et Réal Laverne, avocat, tous de la ville de Montmagny ; Proculus Martineau, marchand, de la paroisse de Saint-François, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter des machines agricoles de toutes espèces, poëles, engins à gazoline et en général toutes sortes d'effets, d'articles, de produits et de marchandises et en faire le commerce ;

De faire comme manufacturiers ou autrement tous autres genres d'affaires qu'il paraîtrait à la compagnie susceptible d'être fait en rapport avec ses affaires ou qui pourrait ou serait de nature à rendre plus profitable les opérations de la compagnie ;

Agir comme agents pour toutes personnes, sociétés ou corporations faisant en partie ou en tout les mêmes affaires que ladite compagnie ;

Acquérir la clientèle, les droits, actif, propriétés mobilières ou immobilières de toutes autres personnes, sociétés ou compagnies faisant le même genre d'affaires que la compagnie, en tout ou en partie, de les payer en actions, bons ou débiteures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement, le tout aux conditions et termes que la compagnie jugera avantageux ;

Acquérir, posséder, louer toutes propriétés immobilières que la compagnie pourrait juger nécessaires ou avantageuses pour les objets de son commerce ;

Vendre, louer ou autrement disposer en entier ou au moyen de subdivision de toutes propriétés immobilières acquises ou possédées par la compagnie ;

immoveable property and any rights and privileges that the company may think necessary for its industry and especially real estate, buildings, bonds, machinery, tools and stocks in trade ;

To acquire and hold shares in any other corporation whose objects are in whole or in part similar to those of this company ;

With the consent of the shareholders, to remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in the placing, assisting in the placing or the guaranteeing of the placing of any number of shares or other securities of the company, in the formation or organization of the company or in the management of its business ;

To draw, make, accept, endorse, pay and issue notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, cheques, debentures and other negotiable and transferable instruments ;

To do everything, exercise all the powers and any business tending to the realization of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Courchesne, Larose, Limitée" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of October, 1918.

C.-J. SIMARD,
3800—41-2 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Industrielle de Saint-François, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of October, 1918, incorporating Joseph Prevost, manufacturer ; Philippe Béchard, manufacturer ; Alfred Doyer, registrar and Real Laverne, advocate, all of the town of Montmagny ; Proculus Martineau, merchant, of the parish of Saint-François, for the following purposes :

To manufacture, buy, sell, import and export farm implements of every kind, stoves, gasoline engines and generally all kinds of goods, wares, products and merchandise and deal therein ;

To carry on, as manufacturers or otherwise, all kinds of businesses which may appear to the company capable of being carried on in connection with its businesses or calculated to render more profitable the company's undertakings ;

To act as agents for any persons, firms or corporations carrying on business in whole or in part similar to that of said company ;

To acquire the goodwill, rights, assets, moveable or immoveable property of any persons, firms or companies carrying the same business as the company, in whole or in part, and pay for the above in shares, bonds, debentures or other securities of the company or otherwise, the whole upon such terms and conditions as the company may think fit ;

To acquire, own, lease any immoveable property which the company may deem necessary or suitable for the purposes of its business ;

To sell, lease or otherwise dispose in whole or by means of subdivisions of any immoveable property acquired or held by the company ;

Acquérir et posséder des actions et des débetures dans d'autres compagnies, les vendre et échanger de quelque manière que ce soit ;

Acquérir à aucun titre, exploiter, vendre, louer toutes patentes, droits de patentes ou privilèges ayant rapport aux objets au sujet desquels la compagnie est autorisée à faire des opérations de commerce et de manufacture ;

Faire avec toutes autres compagnies, tous arrangements concernant l'exploitation de leurs industries respectives et se joindre à toute autre compagnie ou toutes autres compagnies aux termes et conditions acceptés par les actionnaires de la compagnie représentant les deux tiers en valeur du capital-actions ;

Vendre en tout ou en partie la charte et tout l'actif de la compagnie à toute autre compagnie aux conditions et termes acceptés par les actionnaires représentant les deux tiers en valeur du capital-actions de la compagnie ;

Payer ou accepter en paiement pour toutes propriétés, droits quelconques achetés ou vendus par la compagnie des actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou d'autres compagnies, sous le nom de "La Compagnie Industrielle de Saint-François, limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-François, dans le comté et district de Montmagny.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour d'octobre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
3801—41-2 C.-J. SIMARD.

"Cloutier, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30 septembre 1918, constituant en corporation MM. Peter Bercovitch, avocat et conseil du Roi, Ernest Lafontaine et Nathan Lordon, avocats, James Johnston, comptable et Paul Miller, étudiant, tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs pour construire, bâtir, altérer, réparer ou exécuter aucun autre ouvrage en rapport avec aucune ou toutes les sortes de construction et améliorations, d'aucune espèce et nature quelconque, y compris la construction la reconstruction, l'altération, la réparation ou l'amélioration des maisons et toutes catégories de bâtisses ; manufacturer, acheter, vendre, et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, produits manufacturés ou bruts, du fer, de l'acier, du bois, des briques et du ciment ;

Louer et aliéner des droits patentés, brevets, procédés, devis, inventions, marques de commerce, formules, achalandage et autres droits ;

Prendre, acquérir, acheter, détenir, posséder, maintenir, exploiter, développer, vendre, transférer, louer, grever, échanger, améliorer, et autrement trafiquer et disposer de biens-fonds et propriétés immobilières, ainsi que d'aucun intérêts ou droits en iceux d'aucune espèce et nature ;

Prendre charge d'aucun commerce semblable et le payer en actions entièrement libérées du capital de la compagnie ;

Agir comme courtiers, agents ou représentants d'aucune corporation, société ou personne exerçant aucun négoce semblable, fabriquant ou fournissant aucunes substances qui peuvent être convenablement ou utilement employées dans aucun commerce semblable ;

Faire aucune convention ou conclure aucun

To acquire and own shares and debentures in other companies, sell, exchange same in any manner whatever ;

To acquire under any title, exploit, sell, lease any patents, patent rights or privileges incidental to the purposes about which this company is authorized to carry on commercial and manufacturing operations ;

To enter, with any other companies, into any arrangements respecting the exploitation of their respective industries and to amalgamate with any other company or companies upon such terms and conditions as may be accepted by the share-holders representing the two-thirds in value of the capital stock ;

To sell, in whole or part, the charter and the whole of the assets of the company to any other company on the conditions and terms accepted by the shareholders representing the two thirds in value of the capital stock of the company ;

To pay or accept in payment for any property rights whatever bought or sold by the company, shares, debentures or other securities of this or other companies, under the name of "La Compagnie Industrielle de Saint-François, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint-François, in the county and district of Montmagny.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of October, 1918.

C.-J. SIMARD,
3802—41-2 Assistant Provincial Secretary.

"Cloutier, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of September, 1918, incorporating Messrs. Peter Bercovitch, advocate and King's Counsel, Ernest Lafontaine and Nathan Gordon, advocates, James Johnston, accountant and Paul Miller, student, all of Montreal, for the following purposes :

To conduct and carry on the business of builders and contractors for the purposes of building, erecting, altering, repairing or doing any other work in connection with any and all classes of building and improvements of any kind and nature whatsoever, including the building, rebuilding, alteration, repairing or improvement of houses and all kinds of buildings ; to manufacture, buy, sell, and deal in every kind of material, product, manufactured or unmanufactured, iron, steel, wood, bricks, cement ;

To lease and dispose of patent rights, letters patent processes, devices, inventions, trade marks formulae, good will and other rights ;

To take, acquire, buy, hold, own, maintain, work, develop, sell, convey, lease, mortgage, exchange, improve, and otherwise deal in and dispose of real estate and real property of any interest or rights therein of any kind and nature ;

To take over any similar business and to pay for same in fully paid up shares of the stock of the company ;

To act as broker, agent or representative of any corporation, firm or individual, carrying on any similar business or manufacturing or supplying any goods which can be conveniently or usefully employed in connection with any similar business ;

To enter into any agreement or arrangement

arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la concession réciproque ou la coopération avec aucune personne, compagnie ou association, constituée ou à être constituée, exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce ou genre d'affaires nécessaire ou se rattachant à l'accomplissement des objets de la présente corporation ;

Réaliser tous les susdits objets ou aucuns d'eux comme principaux ou agents, en société ou conjointement avec aucune personne, société, association ou compagnie ;

Exercer et assumer aucun autre commerce que la compagnie jugera de temps à autre susceptible d'être convenablement exercé en même que la réalisation des objets et pouvoirs précités et propres directement ou indirectement à rendre profitable aucun des privilèges, droits ou biens de la corporation, ou à accroître leur valeur ;

Céder le capital de la compagnie en garantie collatérale ou autrement, et faire toutes les autres choses qui peuvent être considérées avantageuses à la compagnie, sous le nom de "Cloutier Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 30 septembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
3805-41-2 C.-J. SIMARD.

"Allen's Eastern Enterprises, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huitième jour de septembre 1918, constituant en corporation M.M. Peter Bercovitch, avocat et conseil du Roi ; Nathan Gordon ; Ernest Lafontaine, avocats ; James Johnston, comptable et Paul Miller, étudiant ; tous de Montréal, pour les fins suivantes :

Posséder, exploiter, exhiber et montrer au public à titre onéreux des vues cinématographiques, des vues animées "parlantes", des chansons illustrées et partitions de chansons, du vaudeville au phonographe, pianos, pianos automatiques, boîtes automatiques pour vues photographiques et autres exhibitions artistiques de toutes sortes, y compris les représentations théâtrales ;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, vendre, engager, échanger, prendre à bail, louer, utiliser, réparer et maintenir des théâtres, acteurs, scénarios, effets, drames, machines, inventions, appareils, chansons, de la musique, pellicules illustrées pour chansons ou autres objets, des vues animées, "parlantes", cinématographiques, des pianos ordinaires, automatiques, des phonographes, des boîtes automatiques, appareils pour faire l'ombre des caméras, reproducteurs, rheostats, lentilles, transformateurs et accessoires de toutes sortes se rattachant au commerce de la compagnie ;

Exercer aucun autre commerce, de fabrication ou autre, que la compagnie croira susceptible d'un exercice convenable en rapport avec ses affaires, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur des biens ou droits de la corporation ou à les rendre profitables ;

Acquérir ou assumer la totalité ou une partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, ou en possession de biens conve-

for sharing of profits, union of interest, reciprocal concessions or co-operation with any person, company or association, formed or to be formed, carrying on or about to carry on any business which this company is authorized to carry on, or any business or transaction necessary or incidental to the carrying out of the purposes of this company ;

To carry out all or any of the foregoing objects as principals or agents or in partnership or in conjunction with any person, firm, association or company ;

To carry on and undertake any other business which may from time to time seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the foregoing objects and powers and calculated directly or indirectly to render valuable or enhance the value of any of the company's privileges, rights or property ;

To transfer the stock of the company as collateral security or otherwise, and to do all other things that may be deemed advantageous to the company, under the name of "Cloutier, limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 30th day of September, 1918.

C. J. SIMARD,
3806-41-2 Assistant Provincial Secretary.

"Allen's Eastern Enterprises, Limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th September, 1918, incorporating Messrs. Peter Bercovitch, advocate and King's Counsel, Nathan Gordon, Ernest Lafontaine, advocates, James Johnston, accountant, and Paul Miller, student, all of Montreal, for the following purposes :

To own, operate, exhibit and show to the public for gain moving pictures, talking motion pictures, illustrated songs and song slides, vaudeville phonographs, pianos, automatic pianos, automatic boxes for photographic views and other artistic exhibitions of all sorts, including theatrical representations ;

To manufacture, buy or otherwise acquire, sell, engage, exchange, let, lease, utilize, repair and maintain any theatres, actors, sceneries, goods, acts, machineries, inventions, apparatus, songs, music, illustrated slides for songs, or other purposes, moving pictures, talking pictures or motion, pianos, automatic pianos, phonographs, automatic boxes, shadow works, cameras, printing machines, rheostats, lenses, transformers, and accessories of all kind connected with the business of the company ;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes

nant aux fins de la compagnie et les payer en parts ou en obligations de la corporation ;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation ou qui exerce aucun commerce susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie ;

Acheter, louer et vendre des biens-fonds, bâtir des théâtres ou d'autres structures appropriées aux fins de la corporation ;

Emettre des obligations et faire toutes les autres choses qui se rattachent ou tendent à l'accomplissement des objets précités, sous le nom de "Allen's Eastern Enterprises, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de septembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,

3807—41-2 C.-J. SIMARD.

of the company, and pay for same in shares or bonds of the company ;

To take or otherwise acquire and hold, shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ;

To buy, lease and sell real estate and build theatres or other structures suitable for the purposes of the company ;

To issue bonds and to do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Allen's Eastern Enterprises, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of September, 1918.

C. J. SIMARD,

3808—41-2 Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la législature

Avis est par le présent donné que la "The British Canadian Insurance Company (La Compagnie d'assurance canadienne Britannique)" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi dans le but d'augmenter ses pouvoirs et lui permettre d'effectuer des contrats d'assurance et de réassurance, et pour garantir la fidélité des personnes remplissant des emplois de confiance, publics ou privés.

Le directeur-gérant,

3847—42-4 J.-B. PICARD.

Avis est par les présentes donné que Paul de Roberval Ouimet, agent d'assurances, Mesdemoiselles Eugénie Ouimet et Marie Ouimet, filles majeures et usant de leurs droits, et Aldric Ouimet, étudiant, tous quatre de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi les autorisant à vendre quelques-unes des actions dans le fonds capital de la Banque d'Epargne de la cité et du district de Montréal à eux léguées par feu leur père, l'honorable J.-Aldric Ouimet, avec condition d'incessibilité et d'insaisissabilité, ce à concurrence des appels faits et à faire sur l'ensemble des dites actions, et pour autres fins.

Les procureurs des requérants,

GOLDSTEIN, BEULLAC & ENGEL.

Montréal, 11 octobre 1918. 3851—42-4

Avis public est par le présent donné que la "Bankers' Trust Company" demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant la charte de la corporation, prolongeant le délai fixé pour commencer ses opérations, et pour autres fins.

Les avocats de la requérante,

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL.

Montréal, le 3 octobre 1918. 3767—40-5

Avis public est par le présent donné que "The Scottish Trust Company" demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant la charte

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that The British Canadian Insurance Company (La Compagnie d'assurance canadienne Britannique) will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act with the view of adding to its powers and of permitting it to effect contracts of insurance and of re-insurance, and to guarantee the fidelity of persons holding positions of trust, either public or private.

J.-B. PICARD,

Managing director.

Notice is hereby given that Paul de Roberval Ouimet, insurance agent, Misses Eugénie Ouimet and Marie Ouimet, spinster in the exercise of thier rights, and Aldric Ouimet, student, all four of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing them to sell some of the shares of the capital stock of the Montreal city and district Savings Bank bequeathed to them by thier late father the Honourable J.-Aldric Ouimet, with condition of inalienableness and not distrainable, such to the extent of the calls made and to be made on the aggregate of the said shares, and for other purposes.

GOLDSTEIN, BEULLAC & ENGEL,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 11th October, 1918. 3852—42-4

Public notice is hereby given that the "Bankers' Trust Company" will apply to the Legislaturn of the Province of Quebec, at the next sessioe thereof, for an Act amending the charter of the company and extending the delay fixed for its commencement of business and for other purposes.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL.

Solicitors for applicant.

Montreal, 3rd October, 1918. 3768—40-5

Public notice is hereby given that the "Scottish Trust Company" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an Act amending the charter of the company

de la corporation, prolongeant le délai fixé pour le commencement de ses opérations et pour autres fins.

Les avocats de la requérante,
BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL.
Montréal, le 3 octobre 1918. 3769—40-5

and extending the delay fixed for its commencement of business and for other purposes.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for applicant.
Montreal, 3rd October, 1918. 3770—40-5

Avis public est donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, dans le comté de Témiscouata.

Les syndics, requérants, demanderont qu'il leur soit permis d'emprunter les sommes nécessaires à la construction d'une église et d'un presbytère, dans la dite paroisse, de stipuler le remboursement de l'emprunt par annuités embrassant un terme n'excédant pas (40) quarante ans, et de faire, pour le remboursement de tel emprunt, des répartitions quand ils le jugeront à propos, tout comme les conseils municipaux, sur tous les immeubles de la paroisse appartenant à des catholiques romains.

Les requérants, au cas où les rôles d'évaluation en vigueur dans les municipalités faisant partie de la dite paroisse, ou aucun d'entre eux, ne pouvaient, au jugement des syndics, servir à une répartition équitable entre les catholiques de ces municipalités, demanderont aussi le droit d'amender ce ou ces rôles, ou en préparer un ou d'autres, suivant le cas, se rapportant aux biens cotisables des dites municipalités. Les dits rôles ainsi amendés ou préparés devant comprendre un tableau exact des terres et autres immeubles alors concédés par le gouvernement, ainsi que des impenses et améliorations sur les terrains occupés par des occupants sans titre, situés dans les dites municipalités ou dans les territoires non encore organisés, leur étendue, leur valeur, ainsi que les noms des propriétaires réels ou putatifs d'iceux.

La demande des requérants comportera de plus certaines dispositions spéciales au sujet du dépôt des rôles d'évaluation, de leur correction, des appels de la décision des syndics, de l'exigibilité de la cotisation, du recouvrement des versements et des assurances sur les édifices religieux.

Les requérants demanderont enfin qu'il soit donné aux syndics les pouvoirs, droits, privilèges et obligations semblables à ceux que possèdent les marguilliers, selon la loi, pour la perception des deniers de chaque répartition, les travaux à exécuter, les actions à poursuivre, etc.

Le secrétaire des requérants,
J.-WILF. GAUTHIER, ptre, curé.
Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, 23 septembre 1918. 3649—39-4

Avis est par le présent donné que les contribuables de la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, comté de Champlain, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi aux fins suivantes :

a. Détacher de la paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, pour être annexé à celle de Saint-Jean-des-Piles, comté de Champlain, le territoire suivant :

Les lots de terre Nos 402 à 407, inclusivement, du rang C ; les lots de terre Nos 408 à 431, inclusivement, du rang Saint-Alexandre ; les lots de terre Nos 476 à 492, inclusivement, du rang Saint-Théophile ; les lots de terre Nos 493 à 498, inclusivement, du rang B, tel que ces numéros apparaissent sur le plan et le livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore ;

Public notice is hereby given that application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain an act or law respecting the trustees of the parish of Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, in the county of Temiscouata.

The trustees, petitioners, will ask that they be authorized to borrow the amount required for the building of a church and presbytery, in the said parish, to stipulate the repayment of the loan by annuities covering a period not exceeding forty years, and to make, in order to effect the repayment of such loan, assessments when they deem it advisable, as municipal councils do, upon all the immoveable property of the parish belonging to roman catholics.

The petitioners, in case the valuation rolls in force in the municipalities comprising the said parish, or any of them, could not, in the opinion of the trustees, serve for an equitable apportionment among the catholics of such municipalities, will also ask the right to amend such valuation roll or rolls, or to prepare one or more others, as the case may be, regarding the taxable property of the said municipalities. The said valuation rolls so amended or prepared comprising an accurate tabulated list of the lots of land and other immoveables then conceded by the government, as well as all the expenses and improvements on the lots occupied by occupants without title, situate in the said municipalities or in the territory not yet organized, their extent, their value and the names of the real or presumed proprietors thereof.

The application of the petitioners will also comprise some special clauses with respect to the deposit of the valuation rolls, to the corrections to be made to such rolls, to the appeals from the decision of the trustees, to the due date of assessments, to the recovery of the instalments and to the insurance on the religious buildings.

Finally, the petitioners will ask that the trustees be given powers, rights, privileges and obligations similar to those possessed by churchwardens, under the law, for the collection of the moneys of each assessment, the work to be done, suits to be taken, etc.

J.-WILF. GAUTHIER, parish priest,
Secretary of the petitioners.
Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, 23rd September, 1918. 3650—39-4

Notice is hereby given that the ratepayers of the parish of Saint-Jean-des-Piles, county of Champlain, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act for the following purposes :

a. To detach from the parish of Sainte-Flore, county of Saint-Maurice, for annexation to that of Saint-Jean-des-Piles, county of Champlain, the following territory :

The lots of land Nos. 402 to 407, both inclusive, of range C ; the lots of land Nos. 408 to 431, both inclusive, of range Saint-Alexandre ; the lots of land Nos. 476 to 492, both inclusive, of range Saint-Théophile ; the lots of land Nos. 493 to 498, both inclusive, of range B, as those numbers appear on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sainte-Flore ;

b. D'annexer à la dite paroisse de Saint-Jean-des-Piles, comté de Champlain, pour fins civiles, municipales et scolaires, tout ce territoire ci-dessus décrit, de la paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, faisant déjà partie de Saint-Jean-des-Piles pour les fins religieuses.

Le procureur des requérants,
3651—39-4 LEON GARNEAU.

b. To annex to said parish of Saint-Jean-des-Piles, county of Champlain, for civil, municipal and school purposes, all the above described territory of the parish of Sainte-Flore, county of Saint-Maurice, presently forming part of Saint-Jean-des-Piles for religious purposes.

LEON GARNEAU,
3652—39-4 Attorney for Applicants.

Département de l'Instruction publique

Québec, 16 octobre 1918.

Demande est faite au surintendant de changer le nom de la municipalité scolaire de Stanton, dans le comté de Dorchester, en celui de Dijon.

3855—42-2

Department of Public Instruction

Quebec, 16th October, 1918.

Application is made to the Superintendent to change the name of the school municipality of Stanton, in the county of Dorchester, to that of Dijon.

3856—42-2

Département du trésor

Avis est par le présent donné que la "Central Trust Company of New-York", de New-York, N.-Y., a été enregistrée pour transiger, dans cette province, les affaires d'une compagnie de fidéicommiss pour une seule fiducie seulement, à savoir: agir comme co-fiduciaire conjointement avec la "British Empire Trust Company, Limited", dans l'affaire de la "Mount Royal Tunnel & Terminal Company, Limited", en vertu de l'obligation fiduciaire du 16 juillet 1914, depuis le 1er juillet 1918 jusqu'au 30 juin 1919.

Les nom et adresse de l'agent principal sont: R. Papineau Couture, 112 rue Saint-Pierre, Montréal, P. Q.

Donné conformément à la loi 3 George V, chapitre 44, article 7096y, ce 7 octobre 1918.

L'assistant-trésorier de la province,
3779—41-2 ALEXANDER HYDE.

Treasury Department

Notice is hereby given that the "Central Trust Company of New York", of New-York, N.Y., has been registered to transact, in this Province, the business of a trust company for one trust only, viz: to act as co-trustee along with the British Empire Trust Company, Limited, in the matter of the Mount-Royal Tunnel & Terminal Company, Limited, under the trust mortgage of the 16th July, 1914, from the 1st day of July, 1918, to the 30th day of June, 1919.

The name and address of the chief agent is R. Papineau Couture, 112 Saint Peter street, Montréal, P.Q.

Given pursuant to the Act 3 George V, chapter 44, article 7096y, this 7th day of October, 1918.

ALEXANDER HYDE,
3780—41-2 Assistant Provincial Treasurer.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, No 5237. Mary-Bessie Dombrosky, épouse commune en biens de Harris-Kennel Roberts, contracteur, tous deux des cités et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, le 1er octobre 1918, une action en séparation de biens contre ledit Harris-Kennel Roberts.

L'avocat de la demanderesse,
ALFRED CINQ-MARS.

3793—41-5

Canada, province de Québec, district de Saint-François. Dans la Cour supérieure. No 823. Dame Alice-Hatton Thomas, du village de Lennoxville, district de Saint-François, épouse commune en biens de Henry-James Labaree, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Henry-James Labaree, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 20ième jour de septembre 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
CATE, WELLS, WHITE & LYNCH,
Sherbrooke, Qué., 28 septembre 1918.

3713—40-5

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, No. 5237. Mary-Bessie Dombrosky, wife common as to property of Harris-Kennel Roberts, contractor, both of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, on the 1st October, 1918, an action for separation as to property against the said Harris-Kennel Roberts.

ALFRED CINQ-MARS,
Attorney for plaintiff.

3794—41-5

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis. In the Superior Court, No. 823. Dame Alice-Hatton Thomas, of the village of Lennoxville, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Henry-James Labaree, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Henry-James Labaree, defendant.

An action for separation as to property was instituted against the defendant in this cause, on the 20th day of September, 1918.

CATE, WELLS, WHITE & LYNCH,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 28th September, 1918.

3714—40-5

Canada, province de Québec, district d'Ottawa, cour supérieure, No 4867. Dame Mary McNulty, épouse de James Cosgrove, cultivateur, du canton Lochaber, district d'Ottawa, demanderesse; et ledit James Cosgrove, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse en icelle.

Le procureur de la demanderesse,

T.-P. FORAN.

Hull, 2 octobre 1918.

3763—40-5

Canada, Province of Quebec, district of Ottawa, Superior Court, No. 4867. Dame Mary McNulty, wife of James Cosgrove, of the township of Lochaber, district of Ottawa, farmer, plaintiff; and the said James Cosgrove, defendant.

An action for separation of property was, this day, instituted by the plaintiff herein.

T.-P. FORAN,

Attorney for plaintiff.

Hull, 2nd October, 1918.

3764—40-5

Province de Québec, district de Montmagny, Cour supérieure, No 319. Dame Anna Langlois, de la paroisse de Saint-Raphaël, épouse commune en biens de François Bélanger, ci-devant du même lieu, et maintenant de lieux inconnus, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux.

Le procureur de la demanderesse,

REAL LAVERGNE.

Montmagny, le 20 septembre 1918. 3663—39-5

Province of Quebec, district of Montmagny, Superior Court, No. 319. Dame Anna Langlois, of the parish of Saint Raphael, wife common as to property of François Belanger, formerly of the same place, and now of unknown places, has, this day, instituted an action for separation as to property and as to bed and board against her said husband.

REAL LAVERGNE,

Attorney for plaintiff.

Montmagny, 20th September, 1918. 3664—39-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 4960. Dame Marie-Anne Racette, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de J.-Aristide Leconte, épiciier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs J.-Aristide Leconte, épiciier, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 12 septembre 1918.

Les procureurs de la demanderesse,

3729—40-5 PHANEUF & POIRIER.

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 4960. Marie-Anne Racette, of the city and district of Montreal, wife common as to property of J.-Aristide Leconte, grocer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs J.-Aristide Leconte, of the same place, grocer, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 12th of September, 1918.

PHANEUF & POIRIER,

Attorneys for plaintiff.

3730—40-5

Cour supérieure, district de Saint-François, No 836. Dame Clara Beaulieu, dûment autorisée aux fins des présentes, épouse commune en biens de Philias Poulin, charretier, de la cité de Sherbrooke, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

Le procureur de la demanderesse,

LIONEL FOREST.

Sherbrooke, 25 septembre 1918. 3665—39-5

Superior Court, district of Saint Francis, No. 836. Dame Clara Beaulieu, duly authorized *aux fins des présentes*, wife common as to property of Philias Poulin, carter, of the city of Sherbrooke, said district, has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband.

LIONEL FOREST,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 25th September, 1918. 3666—39-5

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1953. Dame Lena-Caroline Kendall, de la ville de Montréal-Ouest, dans le district de Montréal, épouse de Lachlan-Wallace McArthur, du même lieu, gérant, demanderesse; vs ledit Lachlan-Wallace McArthur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, le 17 septembre 1918.

Les procureurs de la demanderesse,

HENEKER, CHAUVIN & WALKER.

Montréal, 25 septembre 1918. 3667—39-5

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1953. Dame Lena-Caroline Kendall, of the town of Montreal-West, in the district of Montreal, wife of Lachlan-Wallace McArthur, of the same place, manager, plaintiff; vs the said Lachlan-Wallace McArthur, defendant.

An action in separation as to property has been taken against the defendant, on September, 17th, 1918.

HENEKER, CHAUVIN & WALKER,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 25th September, 1918. 3668—39-5

Province de Québec, district de Montréal, No 4193. Cour supérieure. Dame Emma Faulkner, épouse commune en biens de Edouard Napp, commerçant, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Edouard Napp, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 17 septembre 1918 contre le défendeur.

Le procureur de la demanderesse,

J.-WILFRID PILON.

Montréal, 24 septembre 1918. 3647—39-5

Province of Quebec. District of Montreal. No. 4193. Superior Court. Dame Emma Faulkner, wife common as to property of Edouard Napp, trader, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Edouard Napp, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 17th day of September, 1918, against the defendant.

J.-WILFRID PILON,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 24th September, 1918. 3648—39-5

Cour supérieure, province de Québec, district de Montréal. No 1191. Dame Marguerite McMillan, épouse commune en biens de Joseph-William Cooper, aubergiste et pourvoyeur, de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, ce 12 septembre 1918.

Les procureurs de la demanderesse,
3621—39-5 PATTERSON & JACOBS.

Superior Court, Province of Quebec, district of Montreal. No. 1191. Dame Marguerite McMillan, wife common as to property of Joseph-William Cooper, restaurant-keeper and caterer, of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her husband, this 12th September, 1918.

PATTERSON & JACOBS,
3622—39-5 Attorneys for plaintiff.

Dans la Cour supérieure. Province de Québec. District de Québec. No 253. Dame Mahiba Nichola, de la ville de La Tuque, épouse commune en biens de Willie Nossif, de la ville de La Tuque, commerçant, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Willie Nossif, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le cinquième jour de septembre 1918.

Le procureur de la demanderesse,
J.-ALFRED NADEAU.
Québec, 13 septembre 1918. 3515—38-5

In the Superior Court. Province of Quebec. District of Quebec. No. 253. Dame Mahiba Nichola, of the town of La Tuque, wife common as to property of Willie Nossif, of the town of La Tuque, authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Willie Nossif, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been issued against the defendant, on the fifth day of September, 1918.

J.-ALFRED NADEAU,
Attorney for plaintiff.
Quebec, 13th September, 1918. 3516—38-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. Dame Alice-Maud Caulfield, épouse commune de William-Thomas Simms, de Saint-Lambert, district de Montréal, a intenté, ce jour, une action en séparation contre son dit époux.

Les procureurs de la demanderesse,
CLAXTON, HARVEY & KER.
Montréal, 13 septembre 1918. 3537—38-5

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. Dame Alice-Maud Caulfield, wife common of William-Thomas Simms, of Saint-Lambert, district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

CLAXTON, HARVEY & KER,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 13th September, 1918. 3538—38-5

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, dans la Cour supérieure, No 1192. Dame Debora Cohen, de New-Glasgow, épouse de Isidor Solwey, pedler, de New-Glasgow, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Isidor Solwey, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 14ième jour de septembre 1918.

Le procureur de la demanderesse,
J.-P. BELAIR.
18 septembre 1918. 3573—38-5

Canada, province of Quebec, district of Terrebonne, in the Superior Court, No. 1192. Dame Debora Cohen, of New-Glasgow, wife of Isidor Solwey, pedler, of New-Glasgow, duly authorized to demand in justice, plaintiff; vs Isidor Solwey, defendant.

Action in separation as to property has been instituted in this cause the fourteenth day of September, 1918.

J.-P. BELAIR,
Attorney for plaintiff.
18th September, 1918. 3574—38-5

Assemblée

Compagnie du chemin de fer de la Baie de Ha! Ha!

Avis d'assemblée d'actionnaires.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie du chemin de fer de la Baie de Ha! Ha! aura lieu à la chambre No 705, édifice des "Messageries Dominion", 145 rue Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, province de Québec, lundi, le 28 octobre 1918, à douze heures (midi), pour entendre le rapport des directeurs pour l'année dernière, pour l'élection des directeurs, nommer les auditeurs, ratifier les règlements et transiger toute autre affaire qui pourra être offerte à la considération de l'assemblée.

Daté le 7 octobre, A. D., 1918.

Le secrétaire,
3777—41-2 HARRY BURCH.

Meeting

The Ha! Ha! Bay Railway Company.

Notice of shareholders' meeting.

Notice is hereby given that the general annual meeting of the shareholders of the Ha! Ha! Bay Railway Company will be held at room No. 705, Dominion Express building, 145 Saint James street, in the city of Montreal, Province of Quebec, on Monday, the 28th day of October, 1918, at the hour of twelve o'clock noon, to receive the directors' report for the past year, for the election of directors, appointment of auditors, confirmation of by-laws and the transaction of any other business which may be brought before the meeting.

Dated the 7th day of October, A. D., 1918.

HARRY BURCH,
3778—41-2 Secretary.

Avis divers

LA COMPAGNIE DE PULPE DE CHICOUTIMI.

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi.

REGLEMENT No 36 concernant le nombre des directeurs, le quorum, la commission exécutive et le comité consultatif.

Qu'il soit statué :

Que les règlements de régie interne de La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi soient amendés comme suit, savoir :

a. En remplaçant le mot "sept" à l'article 8 par le mot "quatre";

b. En remplaçant le mot "treize" à l'article 10 par le mot "sept";

c. En retranchant de l'article 2, les mots suivants, savoir : "ainsi que des membres de la Commission exécutive et l'élection du président de la commission exécutive"; et en remplaçant le mot "auront" dans le même article par le mot "aura";

d. En retranchant l'article 17a et son titre ;

e. En insérant après l'article 17, le titre et l'article suivants :

"17a. Il est créé un comité consultatif composé de cinq membres qui seront nommés de temps à autre par le bureau de direction; ce dernier pourra, à sa discrétion augmenter ou diminuer le nombre des membres de ce comité".

Le président,

N. GARNEAU,

Le secrétaire,

Signé : RAY. BELLEAU.

LA COMPAGNIE DE PULPE DE CHICOUTIMI.

Je, soussigné, secrétaire de La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi, certifie par les présentes que le règlement ci-dessus, diminuant de treize à sept le nombre des directeurs de La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi, a été soumis aux actionnaires le vingt-deux août mil neuf cent dix-huit, et approuvé par le vote des actionnaires représentant plus des deux-tiers en valeur du capital-actions de la dite compagnie, à une assemblée générale spéciale convoquée aux fins de prendre le dit règlement en considération.

Daté à Chicoutimi, ce dixième jour d'octobre mil neuf cent dix-huit.

Le secrétaire,

RAY. BELLEAU,

LA COMPAGNIE DE PULPE DE CHICOUTIMI.

3841

Avis public est par le présent donné que, suivant l'article 7295 a des Statuts refondus de 1909, la "Sault-au-Récollet Land & Power Company, Incorporated", dont le siège social est dans la cité de Montréal, se propose de solliciter l'autorisation de faire construire un barrage, une usine à force motrice et les structures qui s'y rattachent sur les eaux de la Rivière-des-Prairies, à ou près de l'Île Visitation, de l'Île Sergent et de l'Île des Pins.

Avis est aussi donné qu'une requête à cet effet accompagnée de plan et devis des travaux, et figurant le site choisi pour leur érection ainsi que les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été envoyée au ministre des terres et forêts, et qu'un double de ce plan et des spécifications a été déposé dans les bureaux d'enregistrement des divisions de Montréal, Hochelaga et Sainte-Rose.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour qui

Miscellaneous Notices

LA COMPAGNIE DE PULPE DE CHICOUTIMI.

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi.

By-LAW No. 36 concerning the number of directors, the quorum, the Executive Committee and the Advisory Board.

Be it enacted :

That the by-laws of internal management of La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi be amended as follows, to wit :

a. By replacing the word "seven" in article 8 by the word "four";

b. By replacing the word "thirteen" in article 10 by the word "seven";

c. By striking out of article 2, the following words, to wit: "and also the election of the members of the Executive Committee and also the election of the chairman of the Executive Committee"; and by replacing the word "auront" in the same article by the word "aura";

d. By striking out article 17a and its title ;

e. By inserting after article 17, the following title and article :

"17a. There shall be an advisory board of five members who shall be appointed from time to time by the board of directors; the latter may in their discretion increase or reduce the number of the members of this board".

Signed : N. GARNEAU,

President.

RAY. BELLEAU,

Secretary.

LA COMPAGNIE DE PULPE DE CHICOUTIMI.

I, the undersigned, secretary of "La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi", hereby certifies that the above by-law, reducing from thirteen to seven the number of directors of "La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi", has been submitted to the shareholders on the twenty second of August, nineteen hundred and eighteen, and approved by the vote of shareholders representing more than two-thirds in value of the capital stock of said company, at a special general meeting called for considering the same.

Dated at Chicoutimi, this tenth day of October, nineteen hundred and eighteen.

RAY. BELLEAU,

Secretary.

LA COMPAGNIE DE PULPE DE CHICOUTIMI.

3842

Public notice is hereby given in accordance with article 7295a of the Revised Statutes 1909, that Sault-au-Récollet Land & Power Company, Incorporated, with head office in the city of Montreal, intend to apply for authorization to have constructed a dam, power house and works appurtenant thereto on the water course Rivière-des-Prairies at or adjacent to Isle Visitation, Isle Sargeant and Isle des Pins.

Notice is also given that a petition to that effect accompanied by a plan and specifications of such work showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry offices of the registration divisions of Montreal Hochelaga and Sainte-Rose.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day

suivra la date de la dernière publication du présent avis, dans la *Gazette officielle*.

Le 9 octobre 1918.

SAULT-AU-RECOLLET LAND & POWER
COMPANY, INCORPORATED,

Par le secrétaire:

3839—41-5

A.-W. ROBERTSON.

following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

9th October, 1918.

SAULT-AU-RECOLLET LAND & POWER COM-
PANY, INCORPORATED.

A.-W. ROBERTSON,

Secretary.

3840—41-5

Faillite—Avis de

District de Montréal. Cour supérieure. No 175. George Sorgius a, ce jour, fait cession de ses biens et j'ai été nommé gardien provisoire.

GEORGE RUSSELL.

Montréal, 9 octobre 1918.

3843

Province de Québec, district de Québec. Cour supérieure. Dans l'affaire de J.-Alphonse Beaudoin, marchand, Charny, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour en date du 16ième jour d'octobre 1918, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

Le curateur,

3863

J.-P.-E. GAGNON.

In re: Mlle Albertine Charpentier, faillie.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera sujet à objection jusqu'au 28 octobre 1918.

Toute contestation au dit bordereau de dividende devra être déposée entre mes mains avant la date ci-haut mentionnée.

Le curateur,

3865

GEORGES DUCLOS.

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure. Dans l'affaire de S.-A. Paquin, failli.

Avis est par le présent donné qu'une dividende de 20% a été préparé dans cette affaire et est ouvert à objection jusqu'au 3 novembre 1918, date à ou après laquelle le dividende sera payable à mon bureau, 142 Notre-Dame-Ouest, Montréal.

Le curateur re S.-A. Paquin, failli,

A. CROSS.

Bureau de P.-S. Ross & Sons,
142 rue Notre-Dame-Ouest,
Montréal, 18 octobre 1918.

3885

District of Montreal. Superior Court. No. 175. George Sorgius has, this day, made an abandonment of his property and I have been appointed provisional guardian.

GEORGE RUSSELL.

Montreal, 9th October, 1918.

3844

Province of Quebec, district of Quebec. Superior Court. In the matter of J.-Alphonse Beaudoin, merchant, Charny, insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the Court, dated 16th October, 1918, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are required to file them with me within thirty days from this date.

J.-P.-E. GAGNON,

Curator.

In re: Miss Albertine Charpentier, insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared and will be subject to objection till the 28th of October, 1918.

Any contestation of such dividend sheet must be deposited with me before the date above mentioned.

GEORGES DUCLOS,

Curator.

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. *In re*: S.-A. Paquin, insolvent.

Notice is hereby given that a dividend of 20% has been prepared in this matter and is open to objection until the 3rd day of November, 1918, on and after which date the dividend will be payable at my office, 142 Notre-Dame street West, Montreal.

A. CROSS,

Curator, re S.-A. Paquin, insolvent.

Office of: P.-S. Ross & Sons,
142 Notre-Dame West,
Montreal, 18th October, 1918.

3886

Liquidation

Avis est par le présent donné que, conformément à une résolution adoptée à l'assemblée générale des membres de la Société de secours mutuels de la Cour de Montcalm, No 91, tenue le 28 septembre 1918, à la salle ordinaire des réunions, il a été résolu que la Société de secours mutuels de la Cour Montcalm, No 91, n'accepte plus de contrats ou assume de nouvelles obligations depuis le 1er février 1918, et que la dite société de secours mutuels de la Cour de Montcalm, No 91, se propose de nommer M. J.-A. Schmouth, de Rivière-du-Loup, et membre de la dite société, comme liquidateur à une assemblée régulière

Winding up

Notice is hereby given that, in conformity with a resolution adopted at the general meeting of the members of the "Société de secours mutuels de la Cour de Montcalm, No 91, held on the 28th September, 1918, at the usual place of meeting, it was resolved that the "Société de secours mutuels de la Cour Montcalm, No 91," accept no more contracts or assume no new obligations from the 1st February, 1918, and that the said "Société de secours mutuels de la Cour Montcalm, No 91," proposes to appoint Mr. J.-A. Schmouth, of Rivière-du-Loup, and member of the said society, as liquidator, at a regular meeting

qui sera tenue le 11 novembre 1918, à la salle Lachance.

Le secrétaire-archiviste,
3861—42-2 J. BOUCHARD.

to be held on the 11th November, 1918, at Lachance Hall.

J. BOUCHARD,
3862—42-2 Secretary-archivist.

Sous l'acte de mise en liquidation.

Re: The Canadian Marine Engineering Co., Limited, Valleyfield, Qué.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement rendu à Valleyfield, Qué., le 5 octobre, par M. le juge Mercier, nous, soussignés, avons été nommés liquidateurs conjoints provisoires; les réclamations doivent être produites à nos bureaux.

Une assemblée des créanciers aura lieu au palais de justice, Valleyfield, samedi, le 26 octobre à 10 hrs a. m.

Les liquidateurs prov. conjoints,
JOHN J. ROBSON,
T.-YATES FOSTER.

Bureau de Robson & Foster,
211 rue McGill.
Montréal, 16 octobre 1918.

3883

Under the Winding up Act.

Re: The Canadian Marine Engineering Co., Limited, Valleyfield, Que.

Notice is hereby given that, by virtue of a judgment given at Valleyfield, Que., on 5th Oct., by Mr. Justice Mercier, we, the undersigned, were appointed as joint provisional liquidators with whom all claims must be filed.

A meeting of creditors will be held at the Court house, Valleyfield, on Saturday, 26th October, at 10 a. m.

JOHN-J. ROBSON,
T-YATES FOSTER,
Joint provisional liquidators.

Office of Robson & Foster,
211 McGill street.

Montreal, 16th October, 1918.

3884

Vente pour taxes municipales

Sale for municipal taxes

Avis public est par le présent donné par le soussigné, Edgar Leduc, secrétaire-trésorier de la cité de Lachine, que sous l'autorité des articles 5758 et suivants des Statuts refondus de Québec, tels que rendus applicables à ladite cité, les immeubles ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du conseil, à l'hôtel-de-ville, dans ladite cité, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE 1918, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales, générales et spéciales, de deux années dues à ladite cité, à moins que lesdites redevances municipales ne soient payées avec les frais encourus avant la vente, savoir :

1. Les lots de terre Nos 285 et 286, de la subdivision officielle du lot No 753, des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur le côté est de la 5ème avenue, dans la cité de Lachine — sans bâtisse, appartenant à la succession de Lazarus Waxman, en son vivant de la cité de Montréal ;

2. Les lots de terre Nos 451 et 452 de la subdivision officielle du lot No 753, des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur le côté ouest de la 6ème avenue, dans la cité de Lachine, appartenant à la succession de David Cohen, héritiers : Bessie Cohen, Minnie Cohen, Jacob Cohen et Samuel Cohen.

Donné sous mon seing, à Lachine, ce trentième jour de septembre mil neuf cent dix-huit.

Le secrétaire-trésorier de la cité de Lachine,
3715—40-2 EDGAR LEDUC.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Comté de Champlain.

VILLE DE LA TUQUE.

Avis public est présentement donné par Paul-Emile Riberdy, secrétaire-trésorier de la ville de La Tuque, que les propriétés ci-dessous désignées, seront vendues à l'enchère publique, au bureau

Public notice is hereby given by the undersigned, Edgar Leduc, secretary-treasurer of the city of Lachine, that under authority of the articles 5758 and following of the Revised Statutes of Quebec, as rendered applicable to the said city, the immovables hereinafter designated will be sold by public auction in the council room, at the City Hall, in the said city, on the TWENTY SIXTH day of OCTOBER, 1918, at TEN o'clock in the forenoon, for two years general and special municipal taxes due to the said city, unless the said municipal claims be payed with the costs incurred before the sale, to wit:

1. The lots of land Nos. 285 and 286 of the official subdivision of the lot No. 753, on the plan and book of reference of the town of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, fronting on the east side of 5th avenue, in the city of Lachine —without building, belonging to the estate of Lazarus Waxman, in his lifetime of the city of Montreal ;

2. The lots of land Nos. 451 and 452 of the official subdivision of the lot No. 753 on the plan and book of reference of the town of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, fronting on the west side of 6th avenue, in the city of Lachine, belonging to the estate of David Cohen, heirs: Bessie Cohen Minnie Cohen, Jacob Cohen and Samuel Cohen.

Given under my seal, at Lachine, this thirtieth day of September, one thousand nine hundred and eighteen.

EDGAR LEDUC,
Secretary-treasurer of the city of Lachine.
3716—40-2

PROVINCE OF QUEBEC.

County of Champlain.

TOWN OF LA TUQUE.

Public notice is hereby given by Paul Emile Riberdy, secretary-treasurer of the town of La Tuque, that the properties hereinafter designated will be sold by public auction at the

du conseil, hôtel-de-ville de La Tuque, MARDI, le DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE mil neuf cent dix-huit, à DIX heures de l'avant-midi, en paiement des taxes municipales, avec intérêt, mentionnées dans le dit état, ainsi que des frais subséquemment encourus pour toutes procédures additionnelles, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

office of the Council, City-Hall of La Tuque, on TUESDAY, the NINETEENTH day of NOVEMBER, nineteen hundred and eighteen, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal taxes, and interest, mentioned in the said statement, and the costs which shall subsequently be incurred for all further proceedings, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Propriétaire de biens-fonds — Proprietor of real estate	No du cadastre — Cadastral No.	Taxes municipales — Municipal taxes	Taxe d'eau — Water tax	Intérêts — Interest	Total
Mme—Mrs. J. A. Adams.....	26-151	\$ 8.25		\$.45	\$ 8.70
Alphonse Bélanger.....	26-148	50.80	\$ 19.74	4.10	74.64
Wm. Barrette.....	26-214	9.30		.80	10.10
Narcisse Bourassa.....	Maisonset terres - hou- ses & lands.				
Gonsague Boivin.....	24-a-108	33.00		2.55	25.55
Mme—Mrs. P. Desmeules—alias Johnny Viger.....	22a-13,22a 14	13.20		.90	14.10
Eléazar Dallaire.....	28-353,28-354	25.78	26.00	3.75	55.53
Johnny Deslauriers.....	40.20	40.20		3.45	43.65
Jos.-Nap. Gagné.....	26-438a	10.40	3.10	.90	14.40
Octave Lefrançois.....	25a-226	21.05	20.00	2.60	43.65
Jos. Théo. Lavoie (menuisier—joiner).....	25-2-89	51.00	40.00	6.20	97.20
Edmond Ménard.....	27a-350	39.00	24.75	4.05	68.40
Irénée Mercier.....	24a-48	4.40		.35	4.75
Jos. Ouellet.....	27-332,27-333	13.20		.65	13.85
Johnny Ouellet.....	24a-106	34.60	13.70	3.05	51.35
Wenceslas Plante.....	25a-151	1.80		.20	2.00
Eugène Plante.....	24a-85,25a 56, 57	173.75	325.00	18.40	517.15
Donat Philibert.....	25a-53	24.10	81.25	1.85	107.20
Pitre Pearson.....	23a-9	12.10	15.00	.80	27.90
A.-O. Paquin.....	22a-7	86.20	77.55	9.15	172.90
Henri Rondeau.....	26-161	8.00		.85	8.85
Georges Thérberge.....	22a-21	8.75		.55	9.35
	24a-166	9.30		.90	10.20

Par ordre,
Le secrétaire-trésorier,
P.-E. RIBERDY.

Hôtel-de-Ville,
La-Tuque, P.Q., 8 octobre 1918. 3821

By order,
P.-E. RIBERDY,
Town Clerk.

City-Hall,
La Tuque, P.Q., 8th October, 1918. 3822

VENTES PAR LES SHÉRIFS ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } DAME ALPHON-
No 94. } SINE PLANTE
ET VIR, demanderesse ; vs LA CORPORATION
DU VILLAGE DE PRINCEVILLE, défen-
deresse.

Comme appartenant à la demanderesse :

1. Un emplacement situé sur le côté sud de la rue Saint-Georges, en ledit village de Princeville, tel que clôturé, maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit village de Princeville, sous le numéro quatre-vingts (80)—avec bâtisses dessus construites ;
2. Ce certain terrain de forme irrégulière situé sur le côté nord de la rue Saint-Georges dudit village de Princeville, ayant sur ladite rue trois cent neuf pieds environ de large, à prendre à

SHERIFFS' SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } DAME ALPHONSINE
No 94. } PLANTE ET VIR,
plaintiff ; vs THE CORPORATION OF THE
VILLAGE OF PRINCEVILLE, defendant.

As belonging to said plaintiff :

1. One emplacement situated on the south side of Saint Georges street, in the said village of Princeville, as fenced, now known and designated upon the official plan and book of reference of the said village of Princeville, under No. 80—with the buildings thereon erected ;
2. That certain irregular piece of land situated on the north side of Saint-Georges street, in the said village of Princeville, containing on said street about 309 feet in width, to commence at a

une ligne qui sera le prolongement en ligne droite de la ligne ouest de l'emplacement ci-dessus, situé au côté sud de ladite rue Saint-Georges, pour et au bout de ladite largeur sur la rue se terminer en pointe en gagnant l'ouest à la rue Corporation, sur la profondeur qu'il y a de la rue Saint-Georges au terrain du Grand Tronc; borné en front à la rue Saint-Georges, en arrière au terrain du Grand Tronc, du côté est à madame Edmond Lachance, et du côté ouest à l'intersection de la rue Saint-Georges et de la rue de la Corporation où il se termine en pointe—avec bâtisses dessus, maintenant connu et désigné au cadastre officiel dudit village de Princeville sous partie du No 206 et des Nos 205, 204 et 203.

La vente de l'immeuble décrit ci-dessus en première lieu sera faite à la charge d'une rente foncière et annuelle de \$8.00, payable à Dame P.-U. Garneau, le 29 septembre, chaque année et celle de l'immeuble en second lieu décrit sera faite à la charge d'une rente foncière et annuelle de \$6.00, payable à Dame Edmond Lachance, le 28 septembre, chaque année, le tout suivant les termes et conditions des actes constituant les dites rentes.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe-de-Stanfold (Princeville), le VINGT-DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain (1918), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 15 octobre 1918. 3867—42-2
[Première publication, 19 octobre 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } DAME ALBERTINE VALCOURT ET VIR, demanderesse; vs NAPOLEON SEVIGNY, défendeur.

Comme appartenant à la demanderesse:

Un emplacement situé dans le village de Princeville, connu et désigné sous le No 270 du cadastre officiel dudit village—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Eusèbe-de-Stanfold (Princeville), le VINGT-DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain (1918), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 15 octobre 1918. 3869—42-2
[Première publication, 19 octobre 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit, comté de Mégantic, Thetford-Mines.

Arthabaska, à savoir: } LA CORPORATION de la ville de Black-Lake, demanderesse; vs FREDERIC HENRI, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une propriété située dans la ville de Black-Lake et étant la subdivision No 232 du lot 324, du cadastre officiel du canton d'Irlande—avec les bâtisses dessus construites. La vente à être faite à la charge d'une rente foncière et annuelle de \$10.00 payable à "Asbestos Corporation of Canada, Ltd", et sujette à toutes les clauses, réserves et restrictions de l'acte constituant la dite rente.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré-du-Lac-Noir, suivant auto-

line which is the extension in straight line of the west line of the above described emplacement situated on the south side of said Saint Georges street, to and at the end of said width on the street terminate towards the west at "Corporation" street, upon the depth there is from Saint-Georges street to the land belonging to the Grand Trunk Railway; bounded in front by said Saint-Georges street, in rear by said G.-T. Railway, on the east side by Mrs. Edmond Lachance, and on the west side by the intersection of Saint Georges and Corporation streets, where said piece of land terminates "en pointe"—with the buildings thereon erected, now known and designated upon said official plan and book of reference of said village of Princeville as part of lot No. 206 and as lots Nos. 205, 204 and 203.

The sale of the immovable hereinbefore described in first place will be made at the charge of a yearly ground rent of \$8.00, payable unto Dame P.-U. Garneau, on the 29th of September of each year, and the sale of the immovable above described in second place will be made at the charge of a yearly ground rent of \$6.00 payable unto Dame Edmond Lachance, on the 28th of September of each year, the whole according to the terms and conditions mentioned in the deeds creating said rents.

To be sold at the parochial church door of Saint-Eusèbe-de-Stanfold (Princeville), on the TWENTY SECOND day of NOVEMBER next (1918), at TWO o'clock in the afternoon.

J.-E. GIROUARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 15th October, 1918. 3868—42-2
[First publication, 19th October, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } DAME ALBERTINE VALCOURT ET VIR, plaintiff; vs NAPOLEON SEVIGNY, defendant.

As belonging to said plaintiff:

An emplacement situated in the village of Princeville, known and designated under No. 270 of the official plan and book of reference of said village—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Eusèbe-de-Stanfold (Princeville), on the TWENTY SECOND day of NOVEMBER next (1918), at TWO o'clock in the afternoon.

J.-E. GIROUARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 15th October, 1918. 3870—42-2
[First publication, 19th October, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, county of Mégantic, Thetford-Mines.

Arthabaska, to wit: } THE CORPORATION of the town of Black-Lake, plaintiff; vs FREDERIC HENRI, defendant.

As belonging to the defendant:

A certain immovable property situated in the town of Black-Lake and being the subdivision No 232 of the lot No. 324, of the official plan and book of reference of the township of Ireland—with the buildings thereon erected. The sale to be made at the charge of a yearly and ground rent of \$10.00 payable to the "Asbestos Corporation of Canada, Ltd", and subject to all clauses, reservations and restrictions enumerated in the deed creating the said rent.

To be sold at the parochial church door of Saint-Désiré-du-Lac-Noir, according to an order

risation de cette Cour, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain (1918), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 28 septembre 1918. 3025—39-2
[Première publication, 28 septembre 1918].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit du comté de Mégantic, Thetford-Mines.

Arthabaska, à savoir : } **L** A CORPORATION
No 2187. } de la ville de Black-Lake, demanderesse ; vs JOSEPH HAMEL, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Une propriété située dans la ville de Black-Lake et étant la subdivision No 140 du lot 324 du cadastre officiel du canton d'Irlande—avec les bâtisses dessus construites. La vente à être faite à la charge d'une rente foncière et annuelle de \$10.00 payable à "Asbestos Corporation of Canada, Ltd" et sujette à toutes les clauses, réserves et restrictions de l'acte constituant la dite rente.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré-du-Lac-Noir, suivant autorisation de cette Cour, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain (1918), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
J.-E. GIROUARD.

Bureau du shérif.

Arthabaska, 28 septembre 1918. 3029—39-2
[Première publication, 28 septembre 1918].

of the Court, on the THIRTIETH day of OCTOBER next (1918), at ONE o'clock in the afternoon.

J.-E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 28th September, 1918. 3026—39-2
[First publication, 28th September, 1918].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court of the county of Megantic, Thetford-Mines.

Arthabaska, to wit : } **T** HE CORPORATION
No. 2187. } of the town of Black-Lake, plaintiff ; vs JOSEPH HAMEL, defendant.

As belonging to the defendant :

A certain immoveable property situated in the town of Black-Lake and being the subdivision No. 140 of lot No. 324 of the official plan and book of reference of the township of Ireland—with the buildings thereon erected. The sale to be made at the charge of a yearly and ground rent of \$10.00 payable to the "Asbestos Corporation of Canada, Ltd" and subject to all clauses, reservations and restrictions enumerated in the deed creating the said rent.

To be sold at the parochial church door of Saint Désiré-du-Lac-Noir, according to an order of the Court, on the THIRTIETH day of OCTOBER next (1918), at ONE o'clock in the afternoon.

J.-E. GIROUARD,
Sheriff.

Sheriff's office.

Arthabaska, 28th September, 1918. 3030—39-2
[First publication, 28th September, 1918].

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L** A CITÉ DE MONTREAL, demanderesse ; vs DME ISABELLA MECKLEY ET VIR, defenderesse.

Un lot de terre—avec bâtisses ; borné en front par la rue Bleury, étant le lot de subdivision numéro deux (2) du lot numéro cinq cent trente-deux (532), sur les plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Laurent, cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 16 octobre 1918. 3871—42-2
[Première publication, 19 octobre 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **M** ERCHANTS AND EMPLOYERS GUARANTEE AND ACCIDENT COMPANY, une corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demandeur ; contre J.-S. LAMBERT, défendeur.

Un emplacement faisant partie du numéro dix-neuf sur les plan et livre de renvoi officiels de Belœil, dans le comté de Verchères, mesurant soixante-dix-neuf pieds de largeur par cent trente-deux pieds de profondeur (79 x 132), plus ou

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **T** HE CITY OF MONTREAL, plaintiff ; vs DAME ISABELLA MECKLEY ET VIR, defendant.

A lot of land—with buildings ; bounded in front by Bleury street and being lot subdivision number two (2) of lot number five hundred and thirty two (532), on the official plan and book of reference for the Saint Lawrence ward, city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 16th October, 1918. 3872—42-2
[First publication, 19th October, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **M** ERCHANTS AND EMPLOYERS GUARANTEE AND ACCIDENT COMPANY, a legally constituted corporation with its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff ; against J.-S. LAMBERT, defendant.

An emplacement forming part of the number nineteen on the official plan and book of reference of Belœil, in the county of Verchères, measuring seventy nine feet in width by one hundred and thirty two feet in depth (79 x 132), more or less,

moins, mesure anglaise; tenant devant au sud-ouest à une rue de trente pieds de largeur, en profondeur, et du côté nord-ouest à F.-X. Veronneau, et du côté sud-est à une autre rue de trente pieds de largeur qui, à la profondeur dudit emplacement, rejoint une autre rue de trente pieds de largeur, conduisant au chemin de front de la première concession—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Belœil, le VINGT ET UNIÈME jour de NOVEMBRE, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 16 octobre 1918. 3873—42-2
[Première publication, 19 octobre 1918.]

English measurement; bounded in front to the southwest by a street of thirty feet in width, in depth, and on the northwest side by F.-X. Veronneau, and on the southeast side by another street of thirty feet in width which, at the depth of the same emplacement, rejoins another street of thirty feet in width, leading to the front road of the first concession—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Belœil, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 16th October, 1918. 3874—42-2
[First publication, 19th October, 1918.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA BANQUE D'HONORÉ
No 1656. } CHELAGA, corpora-

tion de banque légalement constituée, ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, demanderesse; contre ARMAND STE. MARIE ET DAME DELPHINE MARCIL, veuve de feu Toussaint Ste. Marie, défendeurs.

Comme appartenant à la dite Dame Delphine Marcil, veuve de Toussaint Ste. Marie, la moitié indivise dans l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Un terrain ayant front sur la rue Berard, dans le quartier Saint-Henri, à Montréal, connu et désigné comme étant le lot No 2224, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; contenant le dit lot 42 pieds et 3 pouces de largeur par 84 pieds et 5 pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus, qui a eu lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 12ème jour de septembre dernier, aura lieu de nouveau au même endroit, le VINGT ET UNIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à MIDI.

A la folle enchère de Michael Goldberg, suivant jugement de l'hon. juge Ducloux, daté le 2 octobre 1918.

Un dépôt de \$400.00 sera exigé de chaque enchérisseur lors de son enchère, suivant le même jugement.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 16 octobre 1918. 3875

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LA BANQUE D'HONORÉ
No. 1656. } CHELAGA, a legally

constituted bank corporation, with its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; against ARMAND STE. MARIE AND DAME DELPHINE MARCIL, widow of the late Toussaint Ste. Marie, defendants.

As belonging to the said Dame Delphine Marcil, widow of Toussaint Ste. Marie, the undivided half in the immoveable hereinafter described, to wit:

A lot of land fronting on Berard street, in Saint Henry's ward, of Montreal, known and designated as being the lot No. 2224, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; the said lot containing 42 feet and 3 inches in width by 84 feet and 5 inches in depth, English measurement and more or less—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and as the whole presently is with all the active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said immoveable.

Notice is hereby given that the sale of the hereabove immoveable, which was held at my office in the city of Montreal, on the 12th day of September last, shall again be held at the same place, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER next, at NOON.

At the false bidding of Michael Goldberg, in accordance with judgment of the Hon. Judge Ducloux, dated the 2nd October, 1918.

A deposit of \$400.00 shall be exacted from every bidder at the time of the auction, in accordance with the same judgment.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 16th October, 1918. 3876

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } GEORGES-EDMOND
No 3236. } PAGE, demandeur;

contre JOSEPH PARENT, défendeur; et BERNARD LANGEVIN, curateur au délaissement.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Orchard, connu et désigné sous le No 220 du lot originaire No 3616, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec bâtisses et dépendances sus-érigées et portant les numéros civiques 273 et 275 de la rue Orchard.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } GEORGES - EDMOND
No. 3236. } PAGE, plaintiff; against

JOSEPH PARENT, defendant; and BERNARD LANGEVIN, curator to the surrender.

A lot of land situate in the city of Montreal, fronting on Orchard street, known and designated under the No. 220 of the primitive lot No. 3616, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with buildings and dependencies thereon erected and bearing the civic numbers 273 and 275 of Orchard street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT ET UNIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 16 octobre 1918. 3877—42-2
[Première publication, 19 octobre 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL**
No 1402. } **AND SAINT-**
LAMBERT TERMINAL DEVELOPMENT
COMPANY, corporation légale ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans la cité et le district de Montréal, demanderesse ; vs **JOSEPH-ANTOINE-H. HEBERT**, défendeur.

Deux lots de terre situés dans la ville de Saint-Lambert, comté de Chambly, connus et désignés sous les numéros 20 et 22 de la subdivision officielle du lot 254-20 et 22, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, mesurant chacun desdits lots 52 pieds de largeur par 116 pieds de profondeur ; le tout plus ou moins, mesure anglaise, sans garantie de mesure exacte ; bornés en front par l'avenue Victoria, et en arrière par les lots 254-21 et 23, d'un côté par le lot 254-18, et de l'autre côté par la rue Laurier—sans bâtisse.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT-UNIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 16 octobre 1918. 3879—42-2
[Première publication, 19 octobre 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **CHARLES-E.-L. POR-**
No 957. } **TEOUS**, demandeur ;
vs **C.-E. MARTIN**, défendeur.

Un emplacement, dans la cité de Montréal, connu comme étant le lot numéro 1789, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue McTavish, avec les droits en arrière du dit lot et dans la ruelle au nord-ouest de la terrasse du Prince-de-Galles, et y communiquant en commun avec d'autres—avec la résidence dessus construite connue sous le numéro 24 de la rue McTavish.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE ET UNIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 25 septembre 1918. 3683—39-2
[Première publication, 28 septembre 1918.]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Nicolet.

Nicolet, à savoir : } **EUCLIDE POISSON**,
No 213. } marchand, de la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford, demandeur ; contre **DAME HOMELDA LEVASSEUR**, épouse séparée de biens de Téléphore-G. Charette, tous deux de la paroisse de Sainte-Marie-

on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 16th October, 1918. 3878—42-2
[First publication, 19th October, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE MONTREAL AND**
No. 1402. } **SAINT-LAMBERT TER-**
MINAL DEVELOPMENT COMPANY, a body politic and corporate, having its principal place of business, for the Province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiff ; vs **JOSEPH-ANTOINE-H. HEBERT**, defendant.

Two lots of land situated in the town of Saint-Lambert, county of Chambly, known and designated as the numbers 20 and 22 of the official subdivision of lot 254-20 & 22, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine-de-Longueuil, measuring each of said lots 52 feet in width by 116 feet in depth ; the whole more or less English measure, without warranty as to precise measurement ; bounded in front by Victoria avenue, and in rear by lots 254-21 and 23, on one side by lot 254-18, and on the other side by Laurier street—without building.

To be sold at the registry office for the county of Chambly, at Longueuil, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 16th October, 1918. 3880—42-2
[First publication, 19th October, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **CHARLES-E.-L. POR-**
No. 957. } **TEOUS**, plaintiff ; vs
C.-E. MARTIN, defendant.

An emplacement, in the city of Montreal, known as being the lot number 1789, on the official plan and book of reference of Saint-Antoine ward of the city of Montreal ; bounded in front by McTavish street, with the rights in the rear of the said lot and in the lane on the northwest of the Prince of Wales terrace, and communicating therewith in common with others—with the residence thereon erected known under the number 24 of McTavish street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 25th September, 1918. 3684—39-2
[First publication, 28th September, 1918.]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Nicolet.

Nicolet, to wit : } **EUCLIDE POISSON**,
No. 213. } merchant, of the parish of Sainte-Marie-de-Blandford, plaintiff ; against **DAME HOMELDA LEVASSEUR**, wife separate as to property of Téléphore-G. Charette, both of the parish of Sainte-Marie-de-Blandford,

de-Blandford, marchande publique, faisant affaires comme telle dans cette paroisse, défenderesse.

1. Une terre étant la moitié nord-ouest du lot de terre No six, du quatrième rang du canton de Blandford, maintenant connue et désignée comme étant la moitié nord-ouest du lot numéro cent ($\frac{1}{2}$ n.-o. 100), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford, contenant en entier ledit lot, environ cent quarante arpents en superficie, —avec une maison dessus construite, sous la réserve cependant 1. d'un terrain d'un arpent et quart carré sur ce que dessus vendu, qui est le cimetière paroissial; 2. de tout le terrain ou fronteau dudit cimetière sur une largeur de trente pieds; 3. d'une autre petite lisière de trente-six pieds de largeur sur cent soixante et quatre pieds de longueur, le tout tel que réservé dans la vente de ladite terre par Thomas Binette, acte devant J.-L. Tourigny, notaire, le 23 juillet 1915;

2. Un lopin de terre sur le sixième rang, côté nord-est, de la paroisse de Gentilly, contenant six arpents de front sur environ vingt-sept arpents de profondeur, plus ou moins et sans garantie de mesure précise, désigné comme étant les numéros huit cent quarante-sept, huit cent quarante-huit et huit cent quarante-neuf (847, 848 et 849), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Gentilly;

3. Un terrain situé sur le quatrième rang du canton de Blandford, en ladite paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford, contenant un arpent de largeur sur treize arpents de profondeur, faisant partie du lot No cinq dudit rang, et désigné au cadastre officiel de Sainte-Marie-de-Blandford comme faisant partie du lot numéro cent un (p. 101); joignant au sud à la route du 4^{ième} rang, au nord à Joseph Charette, à l'est à Wilfrid Soulard, et à l'ouest à Noel Fournier—sans bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Marie-de-Blandford, le CINQUIEME jour de NOVEMBRE 1918, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

J.-H.-O. HEBERT.

Bureau du shérif.

Nicolet, 24 septembre 1918. 3655—39-2
[Première publication, 28 septembre 1918.]

public trader, carrying on business as such in said parish, defendant.

1. A land being the northwest half of the lot of land No. six of the fourth range of the township of Blandford, now known and designated as being the northwest half of the lot number one hundred (n. w. $\frac{1}{2}$ of 100), of the official cadastral plan and book of reference of the county of Nicolet, for the parish of Sainte-Marie-de-Blandford, containing the whole of said lot about one hundred and forty arpents in superficies—with a house thereon erected; to be deducted therefrom however: 1. a parcel of land of one arpent and a quarter square out of the part sold, being the parochial cemetery; 2. all the land in front of the cemetery on a width of thirty feet; 3. another small strip of land of thirty six feet in width by one hundred and sixty four feet in length, the whole as reserved in the sale of said land by Thomas Binette, by deed before J.-L. Tourigny, notary, dated the 23rd July, 1915;

2. Another parcel of land in the sixth range, northeast side, of the parish of Gentilly, containing six arpents in front by about twenty seven arpents in depth, more or less, and without warranty as to precise measurements, designated as being the numbers eight hundred and forty seven, eight hundred and forty eight and eight hundred and forty nine (847, 848 and 849), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Gentilly;

3. Another parcel of land situated in the fourth range of the township of Blandford, in said parish of Sainte-Marie-de-Blandford, containing one arpent in width by thirteen arpents in depth, forming part of the lot No. five of said range, and designated on the official cadastre of Sainte-Marie-de-Blandford as forming part of the lot number one hundred and one (pt. 101); bounded on the south by the road of the 4th range, on the north by Joseph Charette, on the east by Wilfrid Soulard, and on the west by Noel Fournier—without buildings.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Marie-de-Blandford, on the FIFTH day of NOVEMBER next, 1918, at ONE o'clock in the afternoon.

J.-H.-O. HEBERT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Nicolet, 24th September, 1918. 3656—39-2
[First publication, 28th September, 1918.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } WILBROD DELISLE, No 445. } de l'Ancienne-Lorette, mécanicien; contre DEMOISELLE CELINA BEDARD, de Québec, à savoir:

Le lot No 3459 (trois mille quatre cent cinquante-neuf) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté sud de la place Cliff View, contenant 47 pieds de front, plus ou moins, par 30 pieds de profondeur, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 17 octobre 1918. 3887—42-2
[Première publication, 19 octobre 1918.]
[Deuxième publication, 2 novembre 1918.]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } WILBROD DELISLE, No. 445. } of Ancienne-Lorette, mechanic; against MISS CELINA BEDARD, of Québec, to wit:

The lot No. 3459 (three thousand four hundred and fifty nine), of the official cadastre for Saint-John's ward, of the city of Québec, being an emplacement situate on the south side of Cliff View Place, containing 47 feet in front, more or less, by 30 feet in depth, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY SECOND day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office.

Québec, 17th October, 1918. 3888—42-2
[First publication, 19th October, 1918.]
[Second publication, 2nd November, 1918.]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **FRITZ-E. LO-**
No 492. } **VELL**, de la ville

de Coaticook, dans le district de Saint-François, marchand de bois, négociant et industriel, et faisant affaires comme tel sous la raison sociale de H. Lovell & Sons, demandeur ; vs **JOSEPH BOUCHER**, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur, Joseph Boucher :

Le lot de terre situé dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, et connu aux plan et livre de renvoi du cadastre de la cité de de Sherbrooke, dans le quartier est d'icelle, comme étant le lot de subdivision numéro douze, détaché du lot numéro huit cent quatre-vingt-seize, sur lesdits plan et livre de renvoi cadastraux dudit quartier est (896-12) ; borné au nord par le lot de subdivision numéro treize du lot 896, à l'est par le lot de subdivision numéro quinze dudit lot numéro 896, au sud par la rue Guy, détaché du lot de subdivision numéro seize dudit lot numéro 896, et à l'ouest par les lots de subdivision numéro dix et onze dudit lot numéro 896, et mesurant 8360 pieds carrés, mesure anglaise—avec toutes les bâtisses et améliorations dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice de ladite cité de Sherbrooke, dit district, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain 1918, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,

ART LAGUEUX.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 28 septembre 1918. 3659—39-2

[Première publication, 28 septembre 1918.]

SAINT-FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Francis.
Saint-Francis, to wit : } **FRITZ-E. LOVELL,**
No. 492. } of the town of Coa-

ticook, in the district of Saint-Francis, lumber dealer, trader and manufacturer, and as such doing business there under the firm name of H. Lovell & Sons, plaintiff ; vs **JOSEPH BOUCHER**, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint-Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, Joseph Boucher :

Lot of land situated in the city of Sherbrooke, in the district of Saint-Francis, and known on the cadastral plan and book of reference for the city of Sherbrooke, in the east ward thereof, as subdivision lot number twelve, taken out of lot number eight hundred and ninety six, on the said cadastral plan and book of reference for the east ward thereof (896-12) ; bounded on the north by subdivision lot number thirteen of lot 896, on the east by subdivision lot number fifteen of said lot number 896, on the south by Guy street, taken from subdivision lot number sixteen of said lot number 896, and on the west by subdivision lots number ten and eleven of said lot number 896, and containing 8,360 square feet, English measure—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at my office, in the Court House of the said city of Sherbrooke, said district, on the THIRTIETH day of OCTOBER next, 1918, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ART. LAGUEUX,

Deputy-sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 28th September, 1918.

3660—39-2

[First publication, 28th September, 1918.]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Saint-Hyacinthe, à savoir : } **JOSEPH - ADE-**
No 1026. } **LARD ME-**

NARD, demandeur ; contre **NAP. DALPE**, défendeur.

Un terrain sis et situé en la ville d'Actonvale, sur la rue Roxton, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Actonvale, comme étant les lots numéros quatre cent quarante-trois (443) quatre cent quarante-deux (442), et la moitié est du lot numéro quatre cent quarante et un (p. 441) ; cette dite moitié de numéro bornée en front par la rue Roxton, à l'autre bout par le No 455, d'un côté au résidu du dit No. 441, appartenant à Jos. Beauregard dit Champagne, et de l'autre côté par le No 442—avec bâtisses érigées sur ces dits lots.

Pour être vendu à la porte de l'église de la ville d'Actonvale, le DIX-NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain (1918), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

JOS.-L. CORMIER.

Bureau du shérif.

Saint-Hyacinthe, 12 octobre 1918.

3845—42-2

[Première publication, 19 octobre 1918.]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, to wit : } **JOSEPH - ADE-**
No. 1026. } **LARD ME-**

NARD, plaintiff ; against **NAP. DALPE**, defendant.

A piece of ground situate in the town of Actonvale, on Roxton street, known and designated on the official plan and book of reference of the village of Actonvale, as being lots numbers four hundred and forty three (443), four hundred and forty two (442), and the east half of lot number four hundred and forty one (441) ; said half number bounded in front by the Roxton street, at the other end by No. 455, on one side by the residue of said No. 441, belonging to Jos. Beauregard *alias* Champagne, and on the other side by No. 442—with buildings erected on said lots.

To be sold at the church door of the town of Actonvale, on the NINETEENTH day of NOVEMBER next (1918), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,

Sheriff.

Sheriff's office.

Saint-Hyacinthe, 12th October, 1918.

3846—42-2

[First publication, 19th October, 1918.]

Lettres patentes

" Fred-T. Smith, Limited ".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trentième jour de septembre 1918, constituant en corporation MM. Fred-Taylor Smith, marchand ; Carrie-Cornelius Smith, épouse séparée de biens du dit Fred-T. Smith, et par son dit mari autorisée aux fins des présentes ; Clayton-Cornelius Smith, agent-vendeur ; Miss Una Madden, sténographe, tous de la cité de Westmount, dans le district de Montréal, et Melle Sarah Epstein, sténographe, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Assumer, à titre de firme active, tous les droits, l'actif ainsi que tout le passif et les obligations du commerce actuellement exercé par le dit Fred-T. Smith, dans la cité de Montréal et ailleurs, comme marchand de bois, négociants d'articles de toutes espèces en bois, le tout en échange d'actions libérées dans la compagnie, selon la valeur en équité du dit commerce ;

Exercer le négoce d'achat et de vente du bois et le trafic du bois et des produits ligneux de toute espèce et nature ;

Acheter, construire, louer ou autrement acquérir des moulins à scie, à équarrir et autres et des fabriques pour faire et autrement préparer les bois de toute sorte ;

Acheter, prendre à bail, louer ou autrement acquérir des terrains boisés et concessions forestières de toute catégorie et description, les exploiter, se livrer aux opérations de la coupe du bois, du flottage et transport des produits forestiers de toute description, transiger et s'adonner à l'industrie forestière généralement ;

Acquérir par achat, bail, paiement de royautés ou autrement, des forêts de bois de pulpe, exercer l'industrie qui consiste à polir, traiter et préparer le bois de pulpe, à le vendre et à en disposer ;

S'adonner à et exercer l'industrie de la fabrication du bois de pulpe de toute sorte, ainsi que de la pâte à papier et autres produits dérivés, les vendre et en disposer ;

Construire, bâtir, louer et utiliser des chemins, ponts, barrages, écluses, glissoirs, bateaux, quais, estacades, docks et autres commodités pour faciliter le transport et la fabrication du bois et des produits ligneux, y compris le bois de pulpe et la pulpe de toute espèce et nature ;

Bâtir, construire, louer ou autrement acquérir des magasins et entrepôts pour fournir et vendre des outils, instruments, machines et accessoires en général de toute sorte, destinés à servir à l'usage et à la consommation dans l'industrie forestière, la fabrication du bois et des produits de la pulpe de toute espèce, l'entretien, la construction et l'utilisation des entrepôts, dépôts et magasins servant à la fabrication et au négoce des bois, du bois de pulpe et des produits similaires de toute nature et description, et exercer un commerce général ;

Acquérir par achat, échange, bail ou autre titre valable et légal, ou en échange du capital ou des obligations de la compagnie, l'actif d'aucune autre industrie ou fabrique de nature et objets semblables à ceux de l'industrie qu'exerce

Letters patent

" Fred-T. Smith, Limited ".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1918, incorporating MM. Fred-Taylor Smith, merchant ; Carrie-Cornelius Smith, wife separated as to property of the said Fred-T. Smith, and by her said husband hereunto duly authorized ; Clayton-Cornelius Smith, selling agent ; Miss Una Madden, stenographer, all of the city of Westmount, in the district of Montreal, and Miss Sarah Epstein, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To take over as a going concern, with all the rights and assets thereof and subject to all the liabilities and obligations thereof, the business presently being carried on by the said Fred-T. Smith, at the city of Montreal and elsewhere, as lumber merchant and dealer in lumber and timber supplies of every description, the whole in exchange for paid up stock in the company according to the value of and equity in the said business ;

To carry on the business of buying and selling lumber and of dealing in wood and timber products of every kind and description ;

To purchase, build, lease or otherwise acquire saw, planing and other mills and manufactures, for the purpose of making and otherwise treating lumber and timber of every kind ;

To purchase, lease, hire or otherwise acquire lumber and timber lands and limits of every kind and description, exploit the same and carry on the business of cutting, floating and transporting lumber and timber products of every description, and to transact and carry on the business of lumbering in general ;

To acquire by purchase, lease, payment of royalties or otherwise, pulpwood bearing lands, and to carry on the business of cutting, rossing and otherwise treating and preparing pulpwood, and the selling and disposing of the same ;

To enter upon and carry on the business of manufacturing wood-pulp of every kind, also paper and other products therefrom and to sell and dispose of the same ;

To construct, build, lease and operate roads, bridges, dams, sluices, shoots, boats, wharves, booms, docks and other appliances in order to facilitate the transport and manufacture of wood and timber products, including pulpwood and pulp, of every kind and description ;

To build, construct, lease or otherwise acquire store and store-houses for the purpose of supplying and dealing in tools, implements, machinery, and supplies generally of every kind intended for use and consumption in the business of lumbering and the manufacturing of lumber, timber and pulpwood products of every kind, and maintaining, building and using store-houses, depots and other entrepôts for the purpose of manufacturing and dealing in lumber, timber, pulpwood, and like products of every kind and description, and to do a general mercantile business ;

To acquire by purchase, exchange, lease or other good and lawful title, and in exchange for the stock or bonds of the company, the assets of any other business or manufactory of a similar nature and purposes to those carried on by the

la compagnie, sous l'autorité des dispositions des présentes lettres-patentes, et d'aucune personne quelconque ;

Conclure aucun arrangement valable et légal de fusion ou d'union avec aucune autre personne, compagnie ou corporation qui exerce aucune ou toutes les industries et entreprises que la compagnie peut exercer ;

Vendre, échanger, louer ou autrement disposer de la propriété et de l'actif de la compagnie, soit en tout soit en partie, comme firme en opération, pour aucune bonne et valable considération, y compris le capital, les obligations, débetures ou les autres valeurs d'aucune compagnie constituée ou non, suivant les conditions que la compagnie approuvera ;

Faire tous autres actes et choses qui ne sont pas mentionnés aux présentes ou auxquels il n'est pas pourvu, mais qui peuvent être utiles ou avantageuses à la jouissance et à l'exercice entier d'aucun des droits, pouvoirs et privilèges aux présentes et par les présentes conférés, sous le nom de "Fred.-T. Smith, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 30 septembre 1918.

Le sous-secrétaire de la province,
3849-42-2 C.-J. SIMARD.

company in virtue of the provisions of these letters patent, and from any person whatsoever ;

To enter into any good and lawful agreement of merger and amalgamation with any other person, company or corporation carrying on any or all of the business and enterprise permitted to the company ;

To sell, exchange, lease or otherwise dispose of the property and assets of the company, either in part or as a whole and going concern, and for any good and lawful consideration, including the stock, bonds, debentures or other securities of any company, incorporated or otherwise, and upon such terms as the company may approve ;

To do all such other matters and things as are not herein specifically provided for, but may be useful or advantageous to the more complete enjoyment and exercise of any of the rights, powers and privileges herein and hereby conferred, under the name of "Fred.-T. Smith, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this 30th day of September, 1918.

C.-J. SIMARD,
3850-42-2 Assistant Provincial Secretary.

Avis divers

REGLEMENTS DU CONSEIL CENTRAL D'HYGIENE DE LA PROVINCE DE QUEBEC, RELATIFS A LA GRIPPE EPI-DEMIQUE.

Déclarations des cas reconnus et des cas suspects.

1. Lorsqu'un chef de famille ou le chef d'un établissement a eu connaissance ou a raison de croire qu'une personne habitant sa résidence ou l'établissement dont il a le contrôle est atteinte de la grippe, il doit, dans un délai d'au plus 24 heures, en notifier l'officier exécutif du conseil local d'hygiène de la municipalité dans laquelle se trouve sa résidence ou son établissement.

2. Lorsqu'un médecin constate ou a raison de croire qu'une personne qu'il est appelé à visiter est atteinte de la grippe, il doit, en moins de vingt-quatre heures, en notifier l'officier exécutif du conseil local d'hygiène de la municipalité où se trouve le malade.

3. Chaque fois que, dans une famille, un pensionnat ou autre logis, quelqu'un de la maison est atteint de fièvre, de malaises, de mal de gorge ou de coryza et qu'un médecin n'a pas été appelé, le chef de la maison doit, dans un délai de 16 heures, en notifier l'officier exécutif du conseil local d'hygiène.

4. Tout conseil local d'hygiène qui constate l'apparition de la grippe dans sa municipalité doit, dans les 24 heures qui suivent cette constatation, en notifier l'inspecteur du conseil central d'hygiène qui est en charge du district sanitaire dans lequel se trouve la municipalité et puis lui transmettre, à la fin de chaque semaine, un état indiquant le nombre de cas nouveaux, ainsi que le nombre de ceux qui sont morts, guéris ou encore malades.

Miscellaneous Notices

BY-LAWS OF THE CENTRAL BOARD OF HEALTH OF THE PROVINCE OF QUEBEC, RELATING TO EPIDEMIC INFLUENZA.

Notification of known and suspected cases.

1. Whenever the head of any household or of any establishment whatever knows or has reason to believe that any person dwelling in his home or in the establishment under his control has influenza, he shall, within twenty-four hours, notify the same to the executive officer of the local board of health of the municipality in which he resides or has his establishment.

2. Any physician who ascertains or has reason to believe that a person whom he is called to visit is infected with influenza shall within twenty-four hours give notice thereof to the executive officer of the local board of health of the municipality in which such person resides.

3. Whenever in a family, a boarding-school or other dwelling to which a physician has not been called, a member of the household has fever, malaise, sore throat or coryza, the head of the household shall, within a delay of 16 hours, notify the executive officer of the local board of health of the occurrence.

4. Any local board of health which ascertains the occurrence of influenza in the municipality shall, within twenty-four hours, notify the inspector of the central board of health in charge of the sanitary district in which the municipality is situated and then transmit to said inspector, at the end of each week, a statement showing the number of new cases, as well as the number of those who died, have recovered or are still sick.

*Transport ou changement de domicile.**Removal, change of residence.*

5. Aucune personne atteinte de grippe ne doit changer de domicile sans la permission de l'officier exécutif du conseil local d'hygiène. S'il est question de transporter le malade dans une autre municipalité, le consentement du conseil local d'hygiène de cette autre municipalité doit être obtenu au préalable.

5. No person suffering from influenza can change his residence without permit from the executive officer of the local board of health. If removing the patient to another municipality is contemplated, the consent of the local Board of health of that other municipality must be secured beforehand.

*Affichage.**Placarding.*

6. L'affichage des maisons infectées de grippe peut être fait par les conseil locaux d'hygiène ou par les médecins traitants, lorsqu'ils le croient à propos.

6. Placarding of houses may be done by the local boards of health or attending physicians, when they deem it advisable.

*Isolement du malade.**Isolation of the patient.*

7. Toute personne atteinte ou suspecte d'être atteinte de la grippe doit être isolée dans une chambre séparée et tout le linge de corps et de lit que le malade aura pu souiller de ses sécrétions nasales et buccales sera, au sortir de la chambre, désinfecté, soit en le faisant bouillir pendant 10 minutes, soit en le faisant tremper dans une des solutions indiquées dans la cédula A. Les chiffons et serviettes de papier, dont le malade aura fait usage en guise de mouchoirs, doivent être brûlés avant d'avoir eu le temps de sécher.

Personne autre que le médecin et le ministre du culte n'est admis dans une maison infectée de grippe.

7. Any person having or suspected of having influenza shall be isolated in a separate room and all body linen and bed clothes that the patient may have contaminated with his mouth- or nose secretions shall, as soon as taken out of the room, be disinfected, either by boiling them ten minutes or by immersion into one of the solutions indicated in schedule A. Rags and paper napkins, which the patient may have used in lieu of handkerchiefs, shall be burnt before they become dry. No other person than the physician and the clergyman is admitted in a house infected with influenza.

*Purification de la chambre évacuée par le malade.**Purification of the room evacuated by the patient.*

8. Le malade guéri, on devra procéder à un nettoyage minutieux de la chambre qu'il aura occupée. On fera subir à cette chambre une très longue aération en y faisant pénétrer, le plus possible, les rayons solaires. (1)

8. After the recovery of the patient, his room shall be thoroughly cleansed, aired and sunned. (1)

*Funérailles.**Funerals.*

9. Le cadavre de toute personne morte de la grippe doit rester isolé dans la chambre occupée pendant la maladie et ce jusqu'au moment des funérailles; et aucune tenture ou autre décoration funéraire ne sera permise. Pas plus de vingt-cinq personnes ne pourront assister aux funérailles et elles ne devront pas entrer dans la maison infectée.

9. The body of any person who died from influenza shall remain in the room occupied during the illness up to the moment of the funeral; and no draperies or other mourning decorations shall be tolerated. Not more than 25 persons are allowed to attend the funeral and they will not enter the infected house.

*Suspects d'être porteurs de bacilles.**Possible bacilli carriers.*

10. Les personnes qui habitent une maison où se trouve un malade de la grippe ne peuvent sortir que pour vaquer strictement à leurs affaires et pourvu qu'elles ne soient pas employées à la manipulation de denrées alimentaires. Ces personnes doivent suivre les prescriptions qui sont données dans la cédula B pour les soins à prendre de leurs sécrétions buccales et nasales ou toutes autres prescriptions que leur médecin aura déclarées équivalentes.

10. Persons who dwell in a house where there is an influenza patient can be allowed only to attend strictly to their calling and provided they be not employed in manipulating foods. Such persons shall, for the care of their mouth and nose secretions, follow the prescriptions given in shedule B or any other prescriptions which thier family physician will have declared equally efficient.

*Inspection des arrivants.**Inspection of incoming persons.*

11. Tout conseil local d'hygiène peut exiger de toute personne qui arrive dans sa municipalité, un certificat signé par l'officier exécutif de l'autorité sanitaire de l'endroit d'où elle vient, établissant que cette personne n'a pas la grippe et qu'elle n'a pas demeuré depuis au moins six jours dans un logis où il y avait de la grippe. A défaut de production de tel certificat, la muni-

11. The local board of health may require, from any person who arrives into their municipality, a certificate signed by the executive officers of the sanitary authority of the place of departure, establishing that said person has not influenza and has not lived since at least six days in a dwelling where influenza was prevalent. If such certificate is not produced, the

(1) Le soleil est un puissant désinfectant.

(1) The sun is a powerful disinfectant.

cipalité peut garder toute telle personne en quarantaine absolue ou relative (observation) pendant cinq jours, et ce aux frais de la dite personne.

municipality may keep such person in complete or relative (observation) quarantine during five days, at the expense of said person.

Ecoles.

12. Dès que la grippe fait son apparition dans une municipalité, toutes les écoles devront être fermées pour tout le temps que le conseil central d'hygiène le jugera nécessaire.

Les écoles-pensionnats devront licencier leurs élèves externes, mais ne pourront licencier leurs élèves pensionnaires que si la maladie ne s'est pas encore déclarée dans l'institution. Lorsque la grippe s'est déclarée dans l'institution, les professeurs, pensionnaires et employés doivent y rester en quarantaine jusqu'à ce qu'il se soit écoulé dix jours depuis la guérison du dernier malade.

Schools.

12. As soon as influenza appears in a municipality, all schools shall be closed for the length of time the central board of health shall deem necessary.

Boarding-schools shall evacuate their day pupils, but will evacuate their boarders only when influenza has not yet made its appearance in the institution. When influenza already exists in the institution, the teachers, boarders and employees shall be kept quarantined therein until ten days will have elapsed from the recovery of the last patient.

Lieux de rassemblement.

13. Dès que la grippe fait son apparition dans une municipalité, le conseil local d'hygiène doit fermer tous les théâtres, salles de jeux, de danse et autres lieux de réunion publique, d'amusement et de rassemblement et prohiber les excursions publiques.

Gatherings.

13. As soon as influenza makes its appearance in a municipality, the local board of health shall close all theatres, recreation halls, dancing halls and any other places for public meetings, amusement and gatherings and shall also prohibit public excursions.

Campement d'ouvriers.

14. Lorsqu'une personne tombe malade de la grippe dans un campement d'ouvriers de chantiers ou d'autres exploitations, le chef du campement doit pourvoir à son isolement dans un local séparé, et les mesures prescrites aux articles 7 et 8 ci-dessus doivent être appliquées.

Aucune personne du campement ne peut être licenciée et ne peut sortir des limites où se fait le travail avant qu'il se soit écoulé dix jours depuis la guérison du dernier malade.

Laborers' camps.

14. Whenever a person is taken down by influenza in a laborers' camp, the person in charge of the camp shall see that the patient be isolated in a separate room or compartment, and that the prescriptions given in articles 7 and 8 are followed.

No person inhabiting the camp can be discharged and go out of the limits of the place where the work is carried on until ten days have elapsed since the last patient has recovered.

Dépenses des conseils locaux.

15. Les conseils locaux d'hygiène sont autorisés à pourvoir au traitement médical des malades de la grippe ou à leur hospitalisation et à faire les autres dépenses nécessaires à la suppression de la maladie, notamment les dépenses qu'entraîne l'exécution des présents règlements.

Expenses of local boards.

15. Local boards of health are authorized to provide for the medical treatment of influenza patients or their hospitalization and to incur all other expenses necessary to the suppression of the disease, notably the expenses which the execution of the present by-laws will entail.

Règlements municipaux équivalents.

16. Les présents règlements n'affectent pas les règlements municipaux que le conseil central d'hygiène aura jugés équivalents ou encore plus complets que les siens.

Equivalent municipal by-laws.

16. The present by-laws do not affect municipal by-laws which the central board of health will have pronounced equivalent or superior to its own.

Pour compléter l'organisation sanitaire municipale.

17. Dans toute municipalité où il n'a pas été nommé, jusqu'à présent, d'officier exécutif sanitaire, le secrétaire-trésorier municipal sera l'officier exécutif du conseil local d'hygiène jusqu'à ce qu'il ait été remplacé par un autre officier exécutif nommé par le conseil municipal.

To complete municipal sanitary organization.

17. In any municipality where, up to the present, no executive sanitary officer has been named, the municipal secretary-treasurer shall be executive officer of the local board of health until replaced by another executive officer appointed by the municipal council.

Pénalités.

18. Toute infraction des présents règlements est punie de l'amende fixée par l'article 3952 de la Loi d'hygiène publique de Québec.

Penalties.

18. Any infraction to the present by-laws is punished by the penalty fixed by article 3952 of the Quebec Public Health Act.

Cédule A.

Pour désinfection par immersion (trempage), se servir de l'une des solutions suivantes:

Schedule A.

For disinfections by immersion, use one of the following solutions:—

Formaline—1 partie dans 10 parties d'eau pendant 1 heure.

Acide phénique—1 partie dans 20 parties d'eau pendant 1 heure.

Chlorure de chaux—6 onces dans 1 gallon d'eau pendant 15 minutes.

Cédule B.

Les personnes qui ont été exposées à l'infection de la grippe et qui peuvent, en conséquence, être devenues porteurs de bacilles, doivent :—

1. Prendre soin de leurs sécrétions nasales et buccales, c'est-à-dire se servir de préférence de chiffons (guenilles) comme mouchoirs et les brûler avant qu'ils aient eu le temps de sécher et ne cracher que dans ces chiffons ou dans des crachoirs contenant une solution de chlorure de chaux.

2. Se gargariser, matin et soir, avec une des substances suivantes :—

a. Une cuillerée à thé de sel de cuisine dans une chopine d'eau.

b. Peroxyde d'hydrogène, 1 partie dans 5 parties d'eau.

3. Faire usage, matin et soir, de douches nasales, employant les solutions déjà recommandées ci-dessus pour gargarismes, ou introduire dans chaque narine un peu de vaseline boriquée et mentholée.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
3891 C.-J. SIMARD.

Formaline—1 part in 10 parts of water during 1 hour.

Carbolic acid—1 part in 20 parts of water during 1 hour.

Chloride of lime—6 ounces in 1 gallon of water during 15 minutes.

Schedule B.

Persons who have been exposed to influenza and who, consequently, may have become bacilli carriers, shall:

1. Take care of their mouth and nose secretions, that is make use of rags preferably to handkerchiefs and burn them before they become dry and spit only in these same rags or in spittoons containing a chloride of lime solution.

2. Gargle, morning and evening, with one of the following substances:—

a. One teaspoonful of table salt in a pint of water.

b. Peroxyde of Hydrogen, one part in 5 parts of water.

3. Spray their nose, morning and evening, with one of the solutions recommended above as gargles, or put in both nostrils a little borated and mentholated vaseline.

By order,

C.-J. SIMARD,
3892 Assistant Provincial Secretary.

ERRATUM

Pages 2131 et 2132, *Gazette Officielle* du 12 octobre, No 3823-24, partout où se trouvent, dans cette proclamation, les mots : "division d'enregistrement pour le comté de Labelle," il faut lire : "2e division d'enregistrement du comté de Labelle". 3889

ERRATUM

Pages 2131 and 2132, *Official Gazette* of the 12th October, No. 3823-24, everywhere to be found, in this proclamation, the words : "registration division of the county of Labelle," should read : "2nd division of the county of Labelle." 3890

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser "*Gazette Officielle*", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS ; SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address "*The Official Gazette*", Québec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW; OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,
E.-E. CINQ-MARS.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

3701

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E.-E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914.

3702

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 42.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Beaulieu vs Poulin.....	2151
" Caulfield vs Simms.....	2152
" Cohen vs Solwey.....	2152
" Dombrosky vs Roberts.....	2150
" Faulkner vs Napp.....	2151
" Kendall vs McArthur.....	2151
" Langlois vs Bélanger.....	2151
" McMillan vs Cooper.....	2152
" McNulty vs Cosgrove.....	2151
" Nichola vs Nossif.....	2152
" Racette vs Leconte.....	2151
" Thomas vs Labaree.....	2150

ANNONCEURS, avis aux.....	2167
---------------------------	------

ASSEMBLÉE :—

Compagnie du chemin de fer de la Baie de Ha ! Ha !.....	2152
--	------

AVIS DIVERS :—

La Cie de Pulpe de Chicoutimi.....	2153
Règlements du conseil central d'hygiène.....	2164
Sault-au-Récollet Land & Power Coy... ..	2153

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—

Bankers' Trust Coy.....	2148
Contribuables de la paroisse Saint-Jean- des-Piles.....	2149
Succession J.-Aldric Ouimet.....	2148
Syndics de la paroisse Saint-Joseph-de-la- Rivière-Bleue.....	2149
The British Canadian Insurance Coy....	2148
The Scottish Trust Coy.....	2148

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Municipalité Stanton—Dijon.....	2150
---------------------------------	------

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

Central Trust Coy of New-York.....	2150
------------------------------------	------

ERRATUM :—

Pages 2131 et 2132, 12 octobre, No 3823-24.....	2167
--	------

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Beaulieu vs Poulin.....	2151
" Caulfield vs Simms.....	2152
" Cohen vs Solwey.....	2152
" Dombrosky vs Roberts.....	2150
" Faulkner vs Napp.....	2151
" Kendall vs McArthur.....	2107
" Langlois vs Bélanger.....	2151
" McMillan vs Cooper.....	2152
" McNulty vs Cosgrove.....	2151
" Nichola vs Nossif.....	2152
" Racette vs Leconte.....	2151
" Thomas vs Labaree.....	2150

ADVERTISERS, notice to.....	2167
-----------------------------	------

MEETING :—

The Ha ! Ha ! Bay Railway Coy.....	2152
------------------------------------	------

MISCELLANEOUS NOTICES :—

La Cie de Pulpe de Chicoutimi.....	2153
By-laws of the central board of health..	2164
Sault-au-Récollet Land & Power Coy... ..	2153

APPLICATIONS TO PARLIAMENT :—

Bankers' Trust Coy.....	2148
Ratepayers of the parish of Saint-Jean- des-Piles.....	2149
Estate J.-Aldric Ouimet.....	2148
Trustees of the parish Saint-Joseph-de-la- Rivière-Bleue.....	2149
The British Canadian Insurance Coy....	2148
The Scottish Trust Coy.....	2148

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Municipality Stanton—Dijon.....	2150
---------------------------------	------

TREASURY DEPARTMENT :—

Central Trust Coy of New-York.....	2150
------------------------------------	------

ERRATUM :—

Pges 2131 and 2132, 12th October, No 3823-24.....	2167
--	------

FAILLITE—AVIS DE :—

Beaudoin, nom. de curateur.....	2154
Charpentier (Delle), dividende.....	2154
Paquin, dividende.....	2155
Sorgius, cession.....	2154

LETTRES PATENTES :—

Allen's Eastern Enterprise, Ltd.....	2147
Cloutier, ltée.....	2146
Courchesne, Larose, ltée.....	2144
Frank Robert, ltée.....	2143
Fred-T. Smith, Ltd.....	2163
La Cie industrielle de Saint-François, ltée	2145

LIQUIDATION—AVIS DE :—

Société de secours mutuels de la Cour de Montcalm, No 91.....	2154
The Canadian Marine Engineering Coy, Ltd.....	2155

NOMINATION :—

Juges de paix:—District de Montréal....	2143
---	------

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES :—

Lachine (cité de).....	2055
La Tuque (ville de).....	2155

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ARTHABASKA :—

La corporation de la ville Black-Lake vs Hamel.....	2158
La corporation de la ville Black-Lake vs Henri.....	2157
Plante (Dme) <i>et vir</i> vs la corporation du village de Princeville.....	2156
Valcourt (Dme) <i>et vir</i> vs Sevigny.....	2157

MONTREAL :—

La Banque d'Hochelaga vs Ste. Marie <i>et al</i>	2159
La cité de Montréal vs Dme Meckley <i>et vir</i>	2158
Merchants & Employers Guarantee & Accident Coy vs Lambert.....	2158
Pagé vs Parent.....	2159
Porteous vs Martin.....	2160
The Montreal and Saint-Lambert Termi- nal Development Coy vs Hébert.....	2160

NICOLET :—

Poisson vs Dme Levasseur.....	2160
-------------------------------	------

QUÉBEC :—

Delisle vs Delle Bedard.....	2161
------------------------------	------

SAINT-FRANCOIS :—

Lovell vs Boucher.....	2162
------------------------	------

SAINT-HYACINTHE :—

Menard vs Dalpé.....	2162
----------------------	------

BANKRUPT NOTICES :—

Beaudoin, curator's appt.....	2154
Charpentier (Miss), dividend.....	2154
Paquin, dividend.....	2154
Sorgius, assignment.....	2154

LETTERS PATENT :—

Allen's Eastern Enterprise, Ltd.....	2147
Cloutier, ltée.....	2146
Courchesne, Larose, ltée.....	2144
Frank Robert, ltée.....	2143
Fred-T. Smith, Ltd.....	2163
La Cie industrielle de Saint-François, ltée	2145

WINDING UP NOTICE :—

Société de secours mutuels de la Cour de Montcalm, No 91.....	2154
The Canadian Marine Engineering Coy, Ltd.....	2155

APPOINTMENT :—

Justices of the peace :— District of Montreal.....	2143
---	------

SALES FOR MUNICIPAL TAXES :—

Lachine (city of).....	2055
La Tuque (town of).....	2155

SHERIFFS' SALES :—

ARTHABASKA :—

The corporation of the town of Black- Lake vs Hamel.....	2158
The corporation of the town of Blake- Lake vs Henri.....	2157
Plante (Dme) <i>et vir</i> vs the corporation of the village of Princeville.....	2156
Valcourt (Dme) <i>et vir</i> vs Sevigny.....	2157

MONTREAL :—

La Banque d'Hochelaga vs Ste. Marie <i>et al</i>	2159
The city of Montreal vs Dme Meckley <i>et vir</i>	2158
Merchants & Employers Guarantee & Accident Coy vs Lambert.....	2158
Pagé vs Parent.....	2159
Porteous vs Martin.....	2160
The Montreal and Saint-Lambert Termi- nal Development Coy vs Hébert.....	2160

NICOLET :—

Poisson vs Dme Levasseur.....	2160
-------------------------------	------

QUEBEC :—

Delisle vs Miss Bedard.....	2161
-----------------------------	------

SAINT FRANCIS :—

Lovell vs Boucher.....	2162
------------------------	------

SAINT-HYACINTHE :—

Menard vs Dalpé.....	2162
----------------------	------

